

Rachel Silvera, *Un quart en moins. Des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaires*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2014, 224 p. Préface de Michelle Perrot

Ingrid Hayes

DANS **LE MOUVEMENT SOCIAL** 2021/1 N° 274 , PAGES VIII À VIII
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0027-2671

ISBN 9782724636819

DOI 10.3917/lms1.274.0245h

Date de mise en ligne : 10/06/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2021-1-page-VIII?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

■ ■ ■ NOTES DE LECTURE

ARCHIVER LA PAROLE

■ Véronique Ginouvès et Isabelle Gras (dir.), *La diffusion numérique des données en SHS. Guide des bonnes pratiques éthiques et juridiques*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, « Digitales », 2018, 340 p.

Alors que, depuis les années 1990, la conservation et les usages scientifiques des archives produites par la recherche font l'objet d'une abondante littérature en sciences sociales¹, l'ouvrage publié sous la direction de Véronique Ginouvès, responsable de la phonothèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH), et Isabelle Gras, conservatrice de bibliothèque au Service commun de la documentation d'Aix-Marseille Université, s'attaque à la nouveauté des problèmes nés de la numérisation de ces archives et de leur diffusion et offre au lecteur les résultats d'une réflexion interdisciplinaire et interprofessionnelle réunissant chercheurs, archivistes et conservateurs. Si le débat sur le libre accès aux résultats de la recherche est désormais relativement bien balisé, l'accès aux données et aux matériaux engendrés par l'acte de recherche soulève, dans le champ particulièrement sensible des sciences sociales, des questions encore largement ouvertes. Le titre peut être trompeur : le lecteur ne trouvera pas dans cet ouvrage un manuel de synthèse ou un cadre normatif, mais plutôt un large panorama des tensions et des paradoxes que posent l'archivage numérique et la diffusion des données. La question centrale est alors de savoir comment concilier respect des personnes et protection des données personnelles avec le droit à la connaissance et la liberté de la recherche. Elle est traitée à partir de cas concrets qui, à chaque fois, donnent lieu à des compromis et des choix singuliers engageant le droit, l'éthique et des déontologies professionnelles parfois conflictuelles. Résolument pragmatique, ce « guide », fruit d'un processus d'écriture qui fut d'abord un blog², donne des repères et des outils pour agir dans un paysage juridique en construction et tente de combler ainsi un certain retard français par rapport au monde anglo-saxon et à l'Europe du Nord.

Foisonnant, l'ouvrage réunit dix-huit contributions (hors introduction) dans deux parties qui se différencient par leur contexte de production : la première,

1. Sans viser l'exhaustivité, on peut citer chronologiquement : R. Silberman, « Les sciences sociales et leurs données », rapport du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, 1999. En ligne : www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/004000935.pdf ; F. Cribier et É. Feller, « Projet de conservation des données qualitatives des sciences sociales recueillies en France auprès de la "société civile". Rapport présenté au ministère délégué à la Recherche et aux Nouvelles technologies », rapport CNRS-EHESS, Lasmaz, 2003 ; B. Müller, « Archiver les sciences humaines et sociales. Informations, positions de problèmes et propositions », rapport pour l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, 2012 ; B. Müller et S. Wolikow (dir.), « Sciences sociales : archives de la recherche », *Genèses*, n° 63, 2006, p. 2-87 ; M. Cornu, J. Fromageau et B. Müller (dir.), *Archives de la recherche. Problèmes et enjeux de la construction du savoir scientifique*, Paris, L'Harmattan, 2014.

2. <https://ethiquedroit.hypotheses.org>.

rédigée par des membres du groupe de travail « Éthique et droit » ou des « experts » directement sollicités, tente de dresser « un état des lieux sur les bonnes pratiques éthiques et juridiques en matière de diffusion des données en SHS » ; la seconde réunit les articles sélectionnés dans le cadre d'un appel à contributions et est organisée en trois sections : les archives orales, les données sensibles de la recherche et l'évolution du droit en matière de numérique. À l'intérieur de l'ouvrage, la diversité des registres, des finalités et des problématiques peut dérouter le lecteur. Ainsi, la première partie regroupe trois textes de juristes : le premier, directement adressé aux chercheurs et particulièrement didactique, fait le point sur la mise en ligne des données. Anne-Laure Stérin propose une véritable méthodologie en trois temps : identifier la qualification juridique, recenser les droits (d'auteur, d'image, de protection des données personnelles, des archives...) mis en jeu, évaluer le risque d'une pratique illicite. Les deux autres juristes abordent de façon plus théorique l'évolution du droit et leurs conséquences sur les pratiques de recherche, que ce soit à partir des effets que produisent la loi relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public (dite « loi Valter ») et la loi pour une République numérique dans le domaine de la réutilisation des données de la recherche (L. Maurel) ou la tension entre intérêt général et raisons éthiques dans le cadre de recherches en sciences sociales prenant appui sur le *big data* (É. Debaets). Entre ces mises au point juridiques, prolongées dans la dernière section de l'ouvrage (P. Mouron, I. Gras, P.-C. Langlais, M.-L. Demonet), prennent place un exposé pratique destiné à accompagner les institutions en charge de fonds patrimoniaux dans les différentes étapes de la création d'une archive en ligne dans le domaine public (M. Dulong de Rosnay) et deux contributions sur la numérisation des archives des chercheurs. Dans un contexte d'extension quantitative et typologique du domaine des archives qui se double d'une extension des usages savants et non savants, le sociologue Jean-François Bert, auteur d'un récent ouvrage sur le sujet³, déplie les tensions entre conservation et exploitation, logiques archivistiques et scientifiques, en montrant que les enjeux sont politiques, éthiques et épistémologiques. Marie-Dominique Mouton, à partir de matériaux de terrain d'ethnologues, soulève une série de questions liées à la nature spécifique de ces données, co-construites par le chercheur avec des financements publics et les membres des sociétés étudiées, dépossédées de leur patrimoine documentaire par une mise en ligne exclusivement réalisée par des institutions du Nord.

Les sections consacrées aux archives orales et aux données sensibles permettent d'approfondir la diversité des situations où le « mille-feuille » juridique (F. Descamps) se révèle insuffisant et où les réponses s'élaborent en fonction des normes sociales en cours, de l'éthique et de la déontologie des différents acteurs engagés dans la production, la conservation, la diffusion et l'utilisation de ces données. Sans pouvoir rendre compte de la richesse de chaque expérience, deux axes problématiques paraissent particulièrement saillants. Le premier porte sur la difficulté de préserver la précision des données dans une perspective de réutilisation et sur la protection des enquêtés et des chercheurs producteurs. Les protocoles d'anonymisation des données et les différents niveaux de mise à disposition des bases de données – de l'*open*

3. J.-F. Bert, *Qu'est-ce qu'une archive de chercheur ?*, Marseille, OpenEdition Press, 2014. En ligne : <http://books.openedition.org/oepp/438>.

access à l'accès réservé à la seule communauté universitaire – sont abordés dans le cadre de plusieurs communications qui révèlent combien chaque solution doit être construite *ad hoc*, en fonction des disciplines, des objectifs de la recherche première, des modalités de l'enquête et de la nature du contrat de confiance liant l'enquêteur à l'enquêté (F. Billoti, S. Calamai et V. Ginouvès sur les archives sonores à partir de l'expérience croisée de la phonothèque de la MMSH et la base de données italienne Grammo-foni ; M. Huygues, L. Cailly, N. Oppenheim et l'équipe beQuali dans le cadre de la mutualisation des corpus qualitatifs). Bien souvent, l'anonymisation et le cadre légal de l'accord du témoin et du chercheur – quand il existe – ne suffisent pas d'un point de vue éthique. Dans la mesure où la parole recueillie du témoin, de l'enquêté ou de l'informateur peut impliquer des tiers ou une communauté tout entière, les données peuvent se retourner contre tout un groupe et appellent des réponses différenciées, comme le montre le retour d'expérience de L. McCartney à partir d'archives orales mises en ligne à Londres et en Alaska. Malgré toutes les précautions, le caractère sensible des données de la recherche, dans la mesure où il est socialement, culturellement et historiquement situé, et ce qui sera sensible demain ou ailleurs n'est pas ce qui est sensible aujourd'hui (L. Dousset).

Le second axe problématique qui traverse les communications porte sur les risques que pose la décontextualisation de l'archive, l'« ob-scénité » de l'information (L. Dousset) qu'implique sa numérisation. D'un point de vue scientifique, comment en effet numériser et donc dématérialiser les archives en restituant l'historique de production et la dynamique de construction des données (I. Dudek et J.-Y. Blaise) et sans déconstruire les fonds et leur histoire (J.-F. Bert) ? Plus largement, comment concilier logiques archivistiques de conservation et de classement, dimension patrimoniale des organismes producteurs, respect des chercheurs premiers, attentes des chercheurs seconds et modalités de diffusion ? Les usages non scientifiques, notamment patrimoniaux, des données brutes suscitent encore d'autres questions, comme Maëlle Mériaux l'analyse en partant d'extraits d'entretiens sur des recherches en ethnobotanique diffusés dans le cadre d'une exposition ou de chroniques radio : la parole ainsi décontextualisée est-elle éthique vis-à-vis de la personne-ressource ou du chercheur ? En dépersonnalisant le propos et en créant artificiellement un savoir collectif, ne favorise-t-on pas des clichés participant d'une « fossilisation patrimoniale » ?

On ne peut que ressentir un certain vertige quand on croise la prolifération des textes juridiques, la singularité de chaque situation et la diversité des écueils. Le grand mérite de l'ouvrage est de nous guider dans ces sables mouvants, mais il ne peut être qu'un jalon qui ne prétend pas épuiser tous les débats et évite la synthèse. Les arbitrages ne peuvent se faire qu'au cas par cas et aucun manuel ne pourra donner toutes les clés. Si le titre est discutable, le choix du mot guide met en exergue les enjeux de formation juridique et éthique en matière d'édition, de diffusion et de partage de données. Face à la nouveauté et à la complexité des questions soulevées, les auteurs appellent à une « éthique de la transmission » (F. Descamps), une « déontologie de la circulation des données », qui passe par la définition par les laboratoires de recherche de politiques de gestion spécifiques aux données produites par leurs chercheurs (M. Huyghes *et al.*) pour une « mise en partage durable » (I. Dudek et J.-Y. Blaise). Ils soulignent la nécessité de créer de nouveaux dispositifs, que ce soient des comités d'éthique pour accompagner les chercheurs (É. Debaets) ou des

nouveaux modèles de coopération pour impliquer les membres des sociétés étudiées ou leurs descendants dans la diffusion numérique des données les concernant (M.-D. Mouton). Mais parmi les acteurs engagés dans la diffusion numérique des données, la responsabilité du chercheur paraît centrale. Les contributions soulignent l'impérieux besoin d'un changement des pratiques scientifiques, dans la mesure où c'est dès la préparation de la recherche et de la collecte des données que l'archivage des matériaux réunis et des documents du chercheur doit être anticipé pour permettre à la fois la diffusion, la réutilisation et la mutualisation (sur les témoignages oraux, voir les précieuses préconisations de R. Branche, F. Descamps, F. Saffroy et M. Vaïsse ; et sur les transformations de l'auto-archivage déjà observables chez les ethnologues, se reporter à l'article de M.-D. Mouton). Reste à mener, pour que cette dynamique de diffusion ne soit pas vaine, une réflexion sur la visibilité de cette mise en ligne dispersée des données primaires, liée à la multiplication de portails et de plateformes associés à de grands projets scientifiques et patrimoniaux cloisonnés, si l'on veut donner aux sciences sociales les moyens d'être pleinement cumulatives.

Bénédicte GIRAULT

■ Florence Descamps, *Archiver la mémoire. De l'histoire orale au patrimoine immatériel*, Paris, Éditions de l'EHESS, « Cas de figure », 2019, 216 p. Préface de Patrick Fridenson.

Dans le prolongement d'une réflexion marquée par deux ouvrages déjà bien connus des praticiens de l'histoire orale⁴, Florence Descamps livre ici un remarquable travail de synthèse⁵. Alliant retour historiographique, état des lieux et perspectives fondées sur un renouvellement des rapports entre sources orales et archives orales, elle revisite la trilogie histoire, mémoire et patrimoine.

Elle offre d'abord un regard historiographique sur plus de quarante ans d'histoire orale (chap. 1). Ainsi, pour des praticiens néophytes s'engageant dans une recherche fondée sur des sources orales, elle retrace l'acclimatation de l'histoire orale en France. Elle revient sur les raisons de la disqualification du témoignage par les tenants de l'école méthodique du XIX^e siècle, et les occasions manquées de l'entre-deux-guerres, malgré la réflexion engagée par Marc Bloch sur l'apport des témoignages. Elle met l'accent sur les premières percées de l'histoire orale à la fin des années 1960 et au début des années 1970, en soulignant le contexte porteur marqué par les premières enquêtes pluridisciplinaires privilégiant la méthode des histoires de vies de Daniel Bertaux (inspiré par l'École de Chicago), l'épanouissement de récits de vie et l'effervescence intellectuelle de la Nouvelle histoire qui, en 1978, inclut la notion de « mémoire collective » en tant qu'objet d'histoire. À la suite de cette exploration, elle identifie des pôles de production : Seconde Guerre mondiale, Résistance et déportation à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) ; histoire sociale « d'en bas » ; langues régionales, ethno-textes et littérature orale ; histoire de la mémoire ; histoire politique et institutionnelle (depuis le régime de Vichy) dans

4. F. Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001 ; Id., *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Paris, Bréal, 2006.

5. Ouvrage adapté du mémoire de synthèse présenté dans le cadre de l'habilitation à diriger des recherches (EHESS, 2014).

le cadre d'une histoire orale « d'en haut ». Elle montre également que l'histoire orale française est insérée dans l'histoire orale internationale. À l'instar des pays européens, comme la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne, domine une histoire orale militante, dont les matériaux ne sont pas archivés. Là, l'auteure clôt la première phase d'histoire orale – la « fondation » entre 1973 et 1983 – qu'elle complète dans une périodisation finale (p. 123-124) par deux phases : un « double mouvement de légitimation épistémologique et d'accumulation documentaire » entre 1984 et 2006 ; le temps de l'exploitation des sources orales et de « l'évaluation de leurs capacités cognitives » à partir du milieu des années 2000.

Dans un deuxième temps, l'auteure cherche à montrer les effets féconds de « l'invention des archives orales » sur l'histoire orale. D'une part, elle retrace le processus de constitution d'archives orales en insistant sur le rôle de Dominique Schnapper (sociologue formée aux questions épistémologiques et philosophiques de l'histoire), qui, en 1975, crée un Comité d'histoire de la Sécurité sociale, chargé de construire les archives orales de cet organisme. Cette expérience est en effet décisive : elle produit des principes méthodologiques pour la constitution des corpus oraux ; elle attire l'attention sur le statut juridique et documentaire des entretiens réalisés par les chercheurs ; elle provoque « l'acclimatation » du témoignage oral dans le monde professionnel archivistique et documentaire et l'adoption du concept d'archives orales par des organisations publiques ou privées qui s'inscrivent dans le tournant patrimonial des années 1980. Florence Descamps met alors l'accent sur le changement d'échelle impulsé par des démarches collectives, la création de collections de témoignages non plus destinées à un chercheur mais à la collectivité et, enfin, la prise de conscience d'une nécessaire réflexion sur les droits d'auteurs et réalisateurs, la conservation, les règles de qualité des enregistrements et la reproduction des documents sonores. D'autre part, Florence Descamps veut démontrer la fertilité des apports du domaine archivistique et patrimonial dans la poursuite d'une réflexion méthodologique et épistémologique de l'histoire orale. Elle introduit alors le lecteur dans le domaine réflexif de la patrimonialisation.

Tout en cherchant à périodiser et identifier le double mouvement d'archivisation et de patrimonialisation, elle énonce un panel de facteurs explicatifs, tels que la force des interactions historiques et médiatico-politiques, notamment à travers la mémoire des traumatismes du XX^e siècle. Ainsi, elle met en relief une forme de concomitance entre la recherche scientifique et les politiques publiques de mémoire « partagées entre l'État, les institutions patrimoniales, les collectivités locales et les associations ».

En outre, prenant appui sur les réflexions de l'historien d'art viennois Aloïs Riegl, elle questionne la dimension « monumentaire » de l'archive orale, ce qui la conduit à une réflexion sur l'attribution de sa « valeur ». Pour expliquer ce processus, elle recourt à des facteurs endogènes, tels que la commémoration, la forte demande sociale et le renouveau d'intérêt pour l'oralité et/ou pour la parole enregistrée et sa dimension sensible. Elle mentionne également des facteurs exogènes incitatifs, tels que les progrès technologiques qui ont permis la résurgence de corpus numérisés, autrement dit, « reproduits, segmentés et documentés », « proposés à la consultation », « paginés et chapitrés comme des livres », « combinés avec du texte et de l'image dans des documents multimédias » (p. 95-96). Enfin, tout en soulignant l'irruption de l'archiviste oral et des premiers enseignements sur l'ingénierie

des archives orales (de 1990 à 2006), l'auteure dessine le paysage institutionnel et associatif des archives sonores dans lequel émergent la BnF, les grands conservatoires régionaux ainsi que la phonothèque de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme qui, spécialiste de l'activité d'archivage et de valorisation, contribue à « patrimonialiser une mémoire orale régionale » (p. 103). Elle met l'accent sur les associations qui ouvrent les premières plateformes de collections sonores mêlant le chant, la parole, le texte, plus rarement le film, la photographie et le document d'archive, sans oublier en 2008 l'ouverture du « portail du patrimoine oral rassemblant des archives ethno-musicologiques et orales » (p. 98). Dans ce processus de patrimonialisation, elle met en relief l'émergence concomitante de plusieurs données : l'élaboration juridique des archives⁶ ; la parution du guide du patrimoine sonore et audiovisuel français dirigé par Agnès Callu et Hervé Lemoine ; la proclamation en 2003 de la convention de l'Unesco sur le patrimoine culturel immatériel, confirmant la légitimation et la promotion des corpus de témoignages oraux (p. 108). Enfin, elle s'interroge sur le sens de la création d'archives orales et sur les caractéristiques du « patrimoine mémoriel ». Selon l'auteure, ce dernier est à la fois présent sur le territoire, mais encore mal inventorié ; son immatérialité le rend fragile ; il est singulier car il repose sur la voix et le son, et surtout il résulte du choix des producteurs « de fabriquer des traces dotées d'une valeur conservatrice symbolique et culturelle », « dignes d'être patrimonialisées et transmises aux générations futures » (p. 120). Autrement dit, les témoignages sont « des monuments voulus » à valeur commémorative et à valeur historique (p. 121).

Mais surtout, l'examen des modalités d'application du concept de patrimoine immatériel au domaine des archives orales lui permet de poursuivre un effort réflexif et méthodologique sur l'histoire orale. Consciente de la particularité des sources orales – fabriquées dans un dialogue et à un moment donné –, Florence Descamps propose un texte programmatique fondé sur un ensemble de pistes de réflexion : la prise en compte de la question juridique pendant tout le processus de production ; la question éthique qui porte sur le choix des interviewés, des méthodes de questionnement, des citations et de la restitution des résultats ; la diversité des méthodes de l'entretien, et l'approfondissement de l'analyse des entretiens filmés grâce aux apports méthodologiques et réflexifs du cinéma ethnographique et de l'anthropologie visuelle (choix des dispositifs filmiques, de l'analyse et de l'interprétation des images). Elle appelle aussi au développement de la « productologie » des corpus oraux et des enquêtes orales, autrement dit à une analyse des processus de construction. Elle apporte une précieuse grille d'analyse des témoignages oraux fondée sur cinq grands référentiels – réaliste, narratif, documentaire, acoustique et visuel, et mémoriel (p. 144-148) – supposant un travail collectif et pluridisciplinaire. Plus précisément, pour le référentiel mémoriel, elle propose deux axes de recherche porteurs : d'une part, l'étude des mécanismes de la construction d'une mémoire collective à travers la « mise en série des témoignages oraux qui se sont accumulés depuis les années 1970 » ; d'autre part, un travail sur le concept de « régime de mémorialité » fondé sur une grille d'analyse visant à appréhender à la fois sa structuration et sa composition (p. 153-154).

6. V. Ginouvès et I. Gras (dir.), *La diffusion numérique des données en SHS. Guide des bonnes pratiques éthiques et juridiques*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2018 (voir le compte rendu dans ce numéro).

Émaillé de nombreux outils d'analyse, le livre se clôt sur un guide méthodologique de vingt-cinq pages, intitulé « L'ingénierie des archives orales », utile à tout praticien d'histoire orale pour baliser son enquête de terrain, de la conception du projet aux usages scientifiques et sociaux des témoignages oraux en passant par l'établissement du cahier des charges, la réalisation des entretiens et le traitement documentaire.

Cet ouvrage invite donc le lecteur à maintenir un questionnement sur les enjeux de l'histoire orale et à poursuivre une réflexion méthodologique et heuristique inscrite dans un contexte historiographique, médiatique et technologique en constant renouvellement. Il propose de nouveaux axes de réflexion dans le domaine juridique, éthique, épistémologique, documentaire, acoustique et mémoriel. Une nouvelle fois, Florence Descamps légitime et rend visible une histoire orale française, enrichie par les questionnements de l'archivisation et la patrimonialisation des témoignages oraux.

Nathalie PONSARD

TÉMOIGNAGES DE LA GUERRE ET DE LA DÉPORTATION

■ Emilia Koustova (dir.), *Combattre, survivre, témoigner. Expériences soviétiques de la Seconde Guerre mondiale*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, « Études orientales, slaves et néo-helléniques », 2020, 470 p.

L'intérêt de l'historiographie pour les expériences individuelles et les égo-documents n'est plus à démontrer. On n'a pas fait le tour pour autant des implications du nouveau rapport aux sources que cette approche véhicule et qui a conduit à construire en objet d'étude les contextes de leur production – et de leurs manipulations. Le déplacement du point de vue n'a pas eu seulement pour effet de convoquer sur la scène historique des acteurs jusque-là absents ou invisibles, mais a permis d'envisager les imbrications entre le collectif et l'individuel, au fondement de ces sources, comme un champ de savoir historique pluridisciplinaire, au croisement de l'anthropologie, de la littérature, de l'analyse de l'image, etc. C'est bien dans cette mouvance que se situe, comme l'annonce son titre, *Combattre, survivre, témoigner. Expériences soviétiques de la Seconde Guerre mondiale*. Résultat d'un remarquable travail de documentation, de traduction, d'analyse et de synthèse, l'ouvrage vise à cerner au plus près des expériences personnelles, mêlant témoignage historique et dimension intime et dressant, de manière modeste – souvent en note de bas de page – mais efficace, un état des lieux des recherches sur les principaux thèmes évoqués : la vie quotidienne des combattants, des populations civiles, des partisans et des chroniqueurs, journalistes ou cinéastes ; la création de mythes soviétiques à travers la propagande et la mémoire. Ce panorama montre, en amont d'un certain nombre de travaux récents (ceux de Masha Cerovic, d'Irina Tcherneva, de Valérie Pozner, etc.), une histoire des savoirs complexe, en dents de scie, qui a progressivement

préparé ce changement de paradigme avec la prise en compte des égo-documents, et apporte une vision résolument transversale d'un champ d'études en construction. L'ouvrage donne à voir aussi, par sa structure fondée sur la classification des sources, le parti pris de laisser parler ces dernières à partir de leur catégorie même. Il est en effet organisé selon les types de documents sollicités : journal intime (première partie), correspondances (deuxième partie), enregistrements effectués dans le cadre de commissions d'enquête (troisième partie) ou enquête judiciaire (quatrième partie). Si ces différents modes de fixation des événements, répondant à des pratiques sociales, individuelles ou institutionnelles, nécessitent des approches différentes, leur ordonnancement est déjà en soi une méthode : instituer la source en principe d'organisation du savoir permet de l'interroger selon des paramètres nouveaux dont contingences, ressentis, énigmes, stratégies de construction des ethos ou des images de soi. Ainsi, chacune des neuf contributions, encadrées par l'introduction et la conclusion d'Emilia Koustova, présente un ou plusieurs documents inédits consacrés à un individu dont ils font découvrir et confrontent différentes facettes ; et ce, tout en montrant comment l'historiographie et la mémoire officielles ont opéré parmi celles-ci des choix visant à préserver la vision manichéenne, en noir et blanc, de la « Grande Guerre patriotique », mythe fondateur de l'URSS à partir des années cinquante et de la Russie actuelle. En annexe, on trouve un panorama des archives ukrainiennes sur l'occupation nazie, détaillant les impensés, les fonds à explorer et les perspectives qu'ils offrent aux chercheurs ; ainsi que la liste des archives lituaniennes, russes et ukrainiennes où les auteurs ont mené leur recherche. L'ouvrage se conclut par une importante bibliographie, désormais outil précieux pour les chercheurs qui poursuivront l'exploration des mythes et réalités de la Seconde Guerre mondiale en URSS.

Historienne et historienne de la culture, Emilia Koustova n'en est pas à sa première étude sur l'écriture intime liée à des violences historiques : elle s'était notamment intéressée aux correspondances des détenus du Goulag et des déportés spéciaux. Son travail, dans le cadre du programme « Mémoires européennes du Goulag (archives sonores) », l'avait portée à développer une réflexion sur la place des expériences individuelles dans l'historiographie. Réflexion qu'elle poursuit en sollicitant des collaborateurs dont les champs de recherche – les politiques répressives de l'URSS et la Seconde Guerre mondiale, notamment dans les territoires occidentaux – permettent de croiser les questions des violences nazies et soviétiques : Alain Blum, coordinateur des archives sonores, Vanessa Voisin, à qui l'on doit *L'URSS contre ses traîtres. L'épuration soviétique (1941-1955)*, Amandine Regamey, codirectrice de l'ouvrage *Women in Arms: From the Russian Empire to Post-Soviet States* et spécialiste des déportations, Oleg Budnitski et Liudmila Novikova, respectivement directeur et membre du Centre d'histoire de la Seconde Guerre mondiale de Moscou, qui se sont intéressés tous les deux à la question des violences contre la population civile, Boris Kovalev, directeur de recherche à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Russie (Saint-Pétersbourg), Roman Podkur, directeur de recherche à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences d'Ukraine, Vladimir Solonari, professeur à l'Université de Floride centrale. Chacune des contributions présente une enquête minutieuse, résultat parfois de croisements de plusieurs sources et strates d'archives, sur les biographies de personnages publics (le journaliste Piotr Lidov, le cinéaste Mark Troianovski, la *sniper* Natalia Kovchova) ou d'anonymes, comme ces émigrés de la « deuxième vague » (citoyens soviétiques faits prisonniers ou emmenés

de force en Allemagne et restés en Occident, ou bien partis avec la Wehrmacht à la fin de la guerre), interrogés, au tournant des années cinquante, dans le cadre du Harvard Refugee Interview Project : rappel fort utile, cette vague de l'émigration ayant laissé peu de témoignages et donné lieu à peu d'études en comparaison avec la première. La facette intime des destins héroïques ou exemplaires, mise en regard de leur reconstruction dans l'espace public soviétique, révèle les ficelles du récit officiel. Les témoignages des anonymes permettent de suivre, quant à eux, la circulation des rumeurs et des informations dans les territoires occupés, par exemple, sur l'extermination des Juifs. Ils montrent les stratégies de survie déployées face aux nazis et/ou aux Soviétiques (stratégies qui prennent parfois l'aspect de véritables romans d'aventures comme le cas Amozov), déconstruisent et complexifient les hagiographies.

Le recueil exprime un positionnement méthodologique fort et donne à voir les implications épistémologiques qui en découlent, sans éluder les obstacles et les limites que rencontre l'étude de ces récits modelés par la nécessité d'échapper aux poursuites, de prouver sa loyauté au régime soviétique, et fortement imprégnés des clichés du discours officiel, même après la Perestroïka. C'est là un phénomène auquel se confronte tout chercheur travaillant sur les témoignages personnels, amplifié dans le cas soviétique. Loin d'être depositaires d'une vérité cachée jusque-là et enfin révélée – l'ouvrage évite toute fétichisation de la parole individuelle –, les corpus étudiés ici montrent la porosité des espaces publics et privés dans les contextes de violence politique. Ils constituent une pièce dans une mosaïque des sources et des savoirs dont il s'agit désormais de prendre en compte la polyphonie, tâche que l'ouvrage assume avec maestria.

Luba JURGENSON

■ Marta Craveri et Anne-Marie Losonczy, *Enfants du Goulag*, Paris, Belin, « Contemporaines », 2017, 279 p.

Si l'existence du Goulag n'est plus sujette à débat, si les querelles autour des chiffres se sont calmées, le phénomène des déportations spéciales, pourtant bien documenté, reste en marge de la perception commune occidentale et a été peu exploré dans la littérature scientifique autre qu'historienne. L'expérience des enfants déportés, notamment, peine à se constituer en un objet d'étude spécifique (à la différence des enfants de la Shoah). Certes, Soljenitsyne consacrait déjà un chapitre aux enfants des camps, arrêtés pour délits politiques, aux orphelins happés par le monde du crime, aux naissances derrière les barbelés. L'ouverture des archives a permis de mieux comprendre le statut des enfants déportés : ainsi, en 2002, un recueil de documents et de témoignages a été publié à Moscou sous le titre *Deti Gulaga* (enfants du Goulag), suivi d'anthologies traduites en anglais et en italien. Ces ouvrages, bien utiles, se focalisaient sur les conditions de vie des jeunes, laissant de côté la dimension intime de ces expériences : celles de trois millions d'orphelins jetés dans les rues par la guerre civile, les famines et la terreur, raflés dans le cadre d'une gestion policière de l'errance et de l'abandon ; celles des enfants déportés avec leurs familles pendant la dékoulakisation et les « opérations nationales ». C'est bien ce vide qu'entend combler l'ouvrage pionnier de Marta Craveri et Anne-Marie Losonczy en désignant cette population enfantine comme une catégorie de victimes à part pour lui donner la visibilité dont elle a manqué jusqu'à présent. Les auteures

rappellent ainsi que le Goulag administrait non seulement les camps, mais également les villages de peuplement regroupant des déportés spéciaux qui n'avaient pas statut de détenus et qui, à la différence de ces derniers, n'avaient pas fait l'objet d'une condamnation individuelle, mais d'une mesure frappant collectivement leur communauté nationale et/ou sociale. Collaboratrices du programme « Mémoires européennes du Goulag (archives sonores) », dans le cadre duquel cette collecte de témoignages a été réalisée, l'historienne Marta Craveri et l'anthropologue Anne-Marie Losonczy tissent un dialogue pluridisciplinaire aboutissant à un ouvrage remarquable tant par les documents qu'il met à notre portée que par sa richesse et sa finesse méthodologiques. Notons au passage qu'Anne-Marie Losonczy (fille de Géza Losonczy, ministre d'État dans le gouvernement d'Imre Nagy, mort en prison en 1957) a connu elle-même, à l'âge de 7 ans, l'expérience de la déportation de sa Hongrie natale vers la Roumanie.

Le programme « Mémoires européennes du Goulag » mettait déjà l'accent sur les vécus personnels de la déportation et se focalisait sur les populations des territoires européens devenus soviétiques ou entrés dans la zone d'influence de l'URSS, envahis ou annexés : Polonais, Baltes, Hongrois, etc. Mise en évidence dans ce programme, la différence de leur perception de la déportation, par rapport à celle des Soviétiques, est proposée comme une des hypothèses de base de l'ouvrage ; ce qui fait l'originalité de celui-ci au sein de ce vaste projet, c'est que ces identités « occidentales » soumises à la soviétisation forcée sont étudiées dans leur période enfantine.

Ces expériences se déclinent en cinq chapitres alternant témoignages et analyses : « Arrachements », « Souffrances », « Grandir », « L'éclatement. Retours de déportation » et « Se souvenir », qui proposent une trame de lecture à la fois chronologique, de l'arrestation au rapatriement, et transversale, visant à inscrire ces destins dans le contexte plus large des répressions soviétiques. Dans un va-et-vient entre le regard de l'enfant et la parole de l'adulte, cette mosaïque met en lumière ce que les récits ont de commun – les conditions d'arrestation, de vie et de travail en déportation, les difficultés du retour qui, pour beaucoup, a été un nouvel arrachement, une mémoire « sous influence » – et ce que chacun d'eux a d'individuel et de contingent, par l'histoire familiale, l'appartenance nationale et les aléas du parcours.

Sans entrer dans le détail des récits présentés ici, disons que le livre permet de comprendre les logiques politiques et administratives des déplacements vers la Sibérie, le Kazakhstan ou le Grand Nord, les logiques qui ont présidé à la répression de chacune des communautés représentées ; il permet aussi de comprendre l'expérience de l'arrachement radical qui en a résulté, les solidarités mises en œuvre face à l'adversité et les reconfigurations sociales qui se sont opérées dans un contexte de total dénuement ; puis les retours, endoloris par la perte de l'image idéalisée du pays natal, soviétisé et devenu étranger, ou par la disparition de la communauté entière dans le cas des Juifs, début de parcours semés d'embûches, marqués par la peur et la honte, et parfois préludes à un nouvel exil.

Ainsi que le précisent les chercheuses, l'objet de leur étude a émergé des conditions même de la collecte des témoignages : « La date tardive de notre enquête, à un moment où les seuls déportés encore en vie ont connu le Goulag dans leur prime jeunesse, a imposé l'enfance et l'adolescence comme l'axe central de remémoration des témoins » (p. 21). Une carence s'est ainsi muée en richesse. Plus largement,

l'ouvrage, avec son introduction qui en expose la méthode, apporte une réflexion magistrale sur le témoignage oral en tant que tel, au-delà même des déportations soviétiques. En effet, à l'ère de la disparition des témoins, où le témoignage oral individuel est devenu l'obsession des institutions mémorielles (rares sont aujourd'hui les musées qui se passent de ces dispositifs dits interactifs, lesquels proposent d'animer, en appuyant sur un bouton, l'histoire d'un témoin), on manque souvent de recul par rapport à ces vies remémorées. Les *Enfants du Goulag*, en revanche, donne des outils à la fois pour comprendre les parcours et les contextualiser, dans le respect du « style mémoriel particulier de chacun » (p. 27) et des souffrances endurées, mais sans perdre de vue tout ce que cette parole omet ou recompose, résultat d'une élaboration ultérieure, l'adulte interférant avec l'enfant qu'il a été ; résultat également de discours superposés comme de tentatives de les déjouer – discours soviétiques sur les réalisations que ces vies sacrifiées ont permises ou discours post-soviétiques sur la souffrance nationale. Partant, les enquêteuses s'intéressent aux interstices qui jalonnent ces récits adultes d'expériences éloignées de plus de cinquante ans : silences, oublis, non-dits, contournements, demandant aux témoins de reprendre leur récit, repérant des contenus douloureux derrière les évitements qu'elles savent n'être pas des oublis. Elles mettent en lumière des ressentis qui différencient le vécu des jeunes de celui de leurs parents. Ainsi, pour les déportés nés en captivité ou arrivés très jeunes, la nature constitue le décor familier et complice de leurs vies : « la mémoire infantile restituée [...] ses variations saisonnières, sa végétation estivale luxuriante et son vide hivernal, ses parfums étranges » animant un paysage « qui, dans les narrations adultes, semble autant dévasté que meurtrier » (p. 22).

On aurait souhaité connaître davantage d'éléments sur la relation des témoins au plurilinguisme imposé par la déportation et à la langue dans laquelle l'entretien a été mené. Parler dans sa langue maternelle, en anglais ou en russe, est-ce le choix de l'interviewé, de l'interviewer ou une contingence de l'entretien ? La langue dicte-t-elle la construction du matériau autobiographique, commande-t-elle aux souvenirs et à l'oubli ? Mais ces questions mériteraient sans doute une étude à part, que ne se donnait pas pour objectif cet ouvrage excellent et nécessaire.

Luba JURGENSON

■ Raphaëlle Branche, « *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ?* ». *Enquête sur un silence familial*, Paris, La Découverte, 2020, 512 p.

Voici un livre important, ambitieux et réussi, sur un sujet qui sort de l'ordinaire. Plus que de la guerre d'Algérie, il s'agit de la façon dont elle a été perçue par les Français, par les appelés, par leurs proches, par eux-mêmes et de ce qui a pu ensuite en être transmis aux enfants et petits-enfants. C'est à la fois une histoire culturelle et sociale, une histoire des familles qui, par son attention aux contextes, éclaire celle de toute la société.

Ce sujet original appelait des méthodes originales. Raphaëlle Branche ne s'est pas contentée d'exploiter les archives militaires, de quelques hôpitaux, ou encore du diocèse de Paris, ainsi que les biographies confiées à l'Association pour l'autobiographie d'Ambérieux, les enquêtes menées par des associations d'anciens combattants (AC) ou l'Office national des AC. Elle a elle-même constitué ses sources les plus importantes : après avoir lancé trois cents questionnaires à des AC, elle a mené

une campagne d'entretiens. Ce travail d'histoire orale, qui rappelle celui de Jacques Semelin sur les Juifs dans la société française de l'Occupation⁷, lui permet de suivre trente-neuf familles complètes, replaçant le soldat parmi ses parents, frères et sœurs, ses épouses ou compagnes et ses propres enfants. De nombreux extraits donnent saveur et chair à cette histoire de familles. Un seul regret : l'absence d'index ; ces clés d'accès au livre ne devraient pas apparaître aux éditeurs comme des pages superflues.

Le plan est globalement chronologique : il y a un avant et un pendant, puis un retour, et enfin un héritage. L'analyse de la mobilisation est conduite avec beaucoup de finesse. Le rapport aux parents met en évidence les rôles traditionnels, notamment celui du père, qui se tient à distance et voit l'Algérie à la lumière de ses propres expériences militaires. Mais ce n'est pas une guerre : elle ne sera reconnue comme telle qu'en 1999. C'est une opération de maintien de l'ordre, et les familles s'imaginent longtemps la vie de leurs garçons en Algérie comme un service militaire ; les représentations collectives bloquent la compréhension de la réalité, comme les poilus de 1914-1918 en avaient déjà souffert. En outre, le départ et le retour sont vécus individuellement ; l'appel au service n'est pas une mobilisation, un événement collectif majeur, et pas davantage la démobilisation. L'appelé fait son service, comme c'est normal, sauf qu'il le fait en Algérie. Et qu'il ne sait pas combien de temps il durera, car de prolongations en prolongations, la « quille » peut se faire attendre.

R. Branche décrit les relations familiales du garçon qui part en Algérie avec une vigilante attention aux places respectives des uns et des autres, les mères et pères, et surtout les frères et sœurs, selon que le partant est un aîné ou un cadet, qu'un frère l'a précédé ou le suivra en Algérie. L'agencement des rôles respectifs donne un tableau ethnographique des familles de cette époque, notamment des droits et devoirs de l'aîné, fille ou garçon, des rapports de genre et d'âge entre sœur et frère. Pour maintenir les liens familiaux, les appelés s'associent et sont associés aux anniversaires, fêtes et repas de famille. L'analyse de vingt-quatre correspondances complètes montre à la fois la solidité et les apories du pacte épistolaire. Il est généralement respecté et toute lettre a une réponse ; l'échange atteste que la famille continue et que l'appelé y conserve sa place. La correspondance avec la femme aimée est différente ; elle prouve l'existence du couple auprès de sa famille, mais la femme aimée incarne l'avenir, un avenir espéré, attendu ; on lui dit ce qu'on ne dit pas aux autres, sans pourtant tout lui dire. « J'ai beaucoup écrit en racontant le moins possible » (p. 90), avoue un soldat qui écrivait tous les jours à sa fiancée.

Le souci de rassurer les correspondants conduit à minimiser les risques encourus ; la mort dont on parle est toujours celle des autres. Certains disent les vols, les mechtas incendiées, les corvées de bois, les tortures ; ils font le rapprochement avec la Gestapo, les SS ou Oradour, mais à ceux qui peuvent l'entendre, et ils sont rares. Le retour sans gloire, sans relief, ne permet pas de partager l'expérience. Ce que résume Philippe Labro en 1967 : « Chaque bidasse se voyait enveloppé dans le silence et dans l'oubli, car aucun adulte ne voulait franchement assumer la responsabilité de l'avoir envoyé là-bas, n'acceptait de préciser au nom de quoi cet enfant avait vécu ce qu'il avait vécu » (p. 290).

7. *Persécution et entraides dans la France occupée. Comment 75 % des juifs en France ont échappé à la mort*, Paris, Éditions du Seuil-Éditions des Arènes, 2013.

Il est clair en tout cas que le climat général de violence récurrente a pesé sur ces hommes, et l'auteure montre l'ampleur des stress post-traumatiques. Même si la majorité des appelés n'a pas vécu d'épisode traumatisant, les dossiers d'appelés traités par le Service de santé et dans trois hôpitaux psychiatriques tracent un tableau saisissant d'hommes ravagés par la guerre, alcooliques, violents, dépressifs, parfois suicidaires. Le plus remarquable est que les médecins expliquent ces pathologies par une « prédisposition », sans les relier aux situations qui les ont probablement provoquées. Personne ne se demande ainsi pourquoi un dépressif a pris la fuite après qu'on lui eut annoncé qu'on allait le traiter à l'électricité (p. 317).

Les pères ne livrent que par bribes leur expérience algérienne. En outre, les mots pour la dire aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier. Mais les silences n'ont pas tous le même sens. Quand l'ancien appelé se sent en consonance avec les siens, on peut parler de silence partagé. Quand il ne l'est pas, c'est un silence de protection, qui peut déboucher soit sur une résolution prudente de la dissonance, soit au contraire en limiter les effets.

On n'attend pas d'une *microstoria* comme celle-ci une représentativité sociologique : elle est hors d'atteinte et surtout hors de propos, car elle poursuit un autre objectif. Elle vise à éclairer des processus, des attitudes, des fonctionnements, et *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ?* le fait remarquablement. Les familles analysées présentent une grande diversité sociale, culturelle et politique ; on y trouve des paysans, des ouvriers, des instituteurs, des médecins, des catholiques, notamment des militants de la JOC et de la JAC, ce qui ne surprend pas pour l'époque, des communistes et au moins un socialiste unifié militant. Cette diversité, qui fait la richesse de l'ouvrage, aurait pu être mise en valeur par une présentation un peu détaillée du panel. Sa vraie limite est ailleurs. Bien que R. Branche ait associé à sa recherche des associations d'AC très « Algérie française », le panel qui s'est confié à elle ne comprend pas de témoin justifiant les exactions de la « pacification ». Des allusions aux anciens combattants qui tiennent des propos racistes (p. 267 ou 294) témoignent pourtant de leur existence, mais ils sont l'angle mort de cette recherche. C'était sans doute inévitable car il est difficile d'assumer aujourd'hui les exactions d'hier.

Ce beau travail montre combien la mémoire de la guerre d'Algérie, quoique silencieuse, reste vive. Elle renvoie à une société très différente de la nôtre, où les familles jouaient un rôle aujourd'hui disparu, mais elle rappelle en sourdine de quoi les hommes sont capables. Mieux vaut en effet ne pas l'oublier.

Antoine PROST

PAROLES ET IMAGES DE LUTTE

■ Margaretta Jolly, *Sisterhood and After: An Oral History of the UK Women's Liberation Movement, 1968-Present*, New York, Oxford University Press, 2019, 334 p.

Margaretta Jolly – professeure d'études culturelles à l'Université du Sussex (Angleterre) et directrice du Centre for Life History and Life Writing Research, dans la même université – publie en 2019 un ouvrage intitulé « La sororité et après :

une histoire orale du Women's Liberation Movement au Royaume-Uni, de 1968 à nos jours ». Le titre du livre laisse apparaître d'importants renouvellements historiographiques, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Le plus important d'entre eux étant la volonté pour l'auteure de s'appuyer sur « la forme humaine de l'histoire orale pour explorer le Women's Liberation Movement (WLM) au Royaume-Uni » (p. 2) – comme le proposent également de plus en plus de chercheuses et chercheurs en France ces dernières années⁸. Margaretta Jolly (re)noue ainsi avec la longue tradition unissant l'histoire orale et l'histoire des femmes (p. 40-44). Dans son ouvrage, elle exploite par exemple les Archives féministes du Nord et du Sud⁹, la collection « Heart of the Race » du Black Cultural Archives (Londres) ou le Women's Liberation Music Archive (Université de Bristol). Elle s'appuie aussi sur le projet qu'elle a dirigé de 2010 à 2013 à la British Library, intitulé « Sisterhood and After: The Women's Liberation Oral History Project » (S & A), pour lequel soixante féministes ont été interrogées¹⁰. Les interviewées ont toutes été actives au cours des années 1970 et 1980. Elles ont été sélectionnées en fonction de la diversité de leurs engagements militants (universitaires, politiciennes, sportives, etc.) et/ou de leurs idéologies, moins de leurs provenances géographiques ou de leurs origines sociales, ce qui permet tout de même à l'auteure d'affirmer que le projet « offre une vue d'ensemble du mouvement au Royaume-Uni » (p. 47).

L'histoire orale du WLM permet aux lectrices et aux lecteurs d'appréhender une autre histoire du mouvement et de ses militantes. Selon l'auteure, cette histoire « [étoffe] notre compréhension du féminisme » (p. 5). En effet, elle est consciente de l'importance de la tonalité de la voix et des sons émis par les interviewées, et les exploite. Elle analyse quelles peuvent être les incidences biographiques de l'engagement féministe (nouveaux types de famille, d'amours ou de loisirs par exemple) puisqu'elle s'intéresse aux passés et aux devenirs des militantes du WLM à long terme, c'est-à-dire jusqu'aux années 2000. L'intérêt porté à l'histoire orale justifie le choix d'un plan qui soit à la fois thématique et chronologique.

Les deux premiers chapitres sont davantage introductifs et méthodologiques. Le premier – « Raconter des histoires féministes » (p. 8-39) – s'ouvre sur les débats traversant le mouvement, opposant différents courants idéologiques (socialistes, radicales, femmes noires, etc.) et portant essentiellement sur les origines du WLM ou sur les rapports des militantes au passé. Par conséquent, l'auteure démontre dès le départ que les entretiens oraux offrent la possibilité d'insister sur la diversité du mouvement social ; ils permettent de retranscrire une « histoire [du mouvement] au pluriel » puisqu'il existe de « nombreuses versions de cette histoire » (p. 8). Le deuxième chapitre – « Histoire orale et méthode féministe » (p. 40-61) – revient quant à lui sur l'historiographie et la méthodologie de l'histoire orale et féministe. Margaretta Jolly détaille la méthode S & A à laquelle elle participe : ses objectifs, la sélection des personnes interrogées et les dispositifs d'entrevue employés. Elle

8. C. Bard et S. Chaperon (dir.), *Dictionnaire des féministes. France XVIII^e-XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2017 ; O. Fillieule, I. Sommier, S. Bérout, C. Masclat et le Collectif Sombbrero (dir.), *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Arles, Actes Sud, 2018 ; C. Masclat, « Sociologie des féministes des années 1970. Analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France », thèse de doctorat en sociologie, Université Paris 8 et Université de Lausanne, 2017.

9. Voir en ligne : <http://feministarchivesouth.org.uk/about/feminist-archive-north-fan>.

10. Un site internet est créé à cet effet : <https://www.bl.uk/sisterhood>.

explique également la méthode utilisée pour traiter les données recueillies dans le cadre des entretiens. Elle insiste sur le défi éthique que représente cette analyse, car « il n'est pas facile de traiter [les entrevues] comme des "données" après avoir pris le thé chez quelqu'une et exploré des renseignements personnels » (p. 50). Ainsi, elle évoque les différentes solutions trouvées en accord avec les militantes, comme la mainmise des femmes interviewées sur leur(s) enregistrement(s), par exemple.

Les troisième et quatrième chapitres sont axés sur la jeunesse, la formation et le militantisme des féministes des années 1940 aux années 1970. Le troisième – « Formation des féministes : grandir dans les années 1940, 1950 et 1960 » (p. 62-88) – tente de répondre à la question « comment devient-on militante du WLM ? ». C'est pourquoi il est consacré à l'enfance des femmes interrogées. L'auteure prouve que « le militantisme ne se développe pas nécessairement à partir du mécontentement personnel, et que le WLM ne s'est pas simplement formé à partir des insatisfactions vécues dans la jeunesse » (p. 62) ; il s'explique aussi par le fait qu'une grande partie des militantes ont grandi dans des familles aux affiliations et/ou engagements politiques forts. Le quatrième chapitre – « Faire campagne et devenir adulte dans les années 1970 » (p. 89-120) – revient sur les combats du WLM au cours de la décennie. Alors que les années 1970 sont vues comme une période sombre au Royaume-Uni (inflation, grèves et conflits en Irlande du Nord), les récits des féministes contrebalancent cette idée. Les demandes et les campagnes du WLM sont nombreuses, comme celles sur l'égalité des salaires et des chances, les luttes contre les violences faites aux femmes, la fin de la discrimination à l'égard des lesbiennes, le droit à l'avortement, etc. L'auteure se focalise sur trois grandes actions et/ou campagnes du mouvement, telles que la perturbation du concours de beauté Miss World à l'Albert Hall (Londres) en 1970 ; le combat des nettoyeuses de nuit de 1970 à 1973 ; et la campagne nationale pour l'avortement. Les entretiens oraux mettent en avant des points de vue ou des stratégies différents selon les militantes : sur les relations avec les médias grand public ou la présence de sentiments, par exemple.

Les chapitres 5, 6 et 7 concernent les devenirs des militantes du WLM des années 1980 à 2000. Le cinquième chapitre – « Plaisirs coupables ? Féminisme et vie quotidienne dans les années 1980 » (p. 121-158) – s'intéresse aux trajectoires de la vie privée des féministes durant les années 1980, une décennie considérée par les militantes et par les chercheurs et chercheuses comme une période d'essoufflement du mouvement. Grâce aux témoignages recueillis, l'auteure décrit les rapports, parfois ambivalents, qu'entretiennent les féministes avec la carrière professionnelle, l'accession à la propriété, l'accouchement, la famille, la santé ou le shopping. Leurs choix alimentent parfois leur militantisme, grâce aux trajectoires alternatives. Le sixième chapitre – « Ami ou ennemi ? Hommes et féminisme à travers les années 1990 » (p. 159-203) – examine un sujet encore peu traité dans l'historiographie, à savoir les relations entretenues avec les hommes. Alors que les luttes contre les violences faites aux femmes rendent la déconstruction et la réinvention des rapports de genre difficiles, voire conflictuelles, les témoignages oraux montrent la volonté des militantes de transformer les rapports entre les femmes et les hommes. Les entretiens visibilisent également la présence d'hommes proféministes souhaitant s'investir dans le mouvement des femmes et repensant les masculinités. Margaretta Jolly met en avant les changements d'idées sur le genre à partir des années 1990, c'est-à-dire

depuis l'apparition de la théorie *queer*, du mouvement de libération transgenre ou du mouvement pour les droits des noirs et noires. Enfin, le septième et dernier chapitre – « Le bonheur : dernières vies féministes et au-delà dans les années 2000 » (p. 204-241) – donne un aperçu des incidences biographiques de l'engagement féministe chez les militantes durant les années 2000. Ainsi, l'auteure revient sur une question fréquemment posée : « le WLM est-il une réussite ? » (p. 205). La diversité des trajectoires de vie privée des interviewées démontre que « la libération, telle que les féministes l'ont vue, ne signifiait pas simplement être heureuses [même si le bonheur est omniprésent], mais plutôt pouvoir faire des choix » (p. 205).

Dans cet ouvrage, on apprécie les thèmes novateurs qui sont abordés et surtout la façon dont Margaretta Jolly mobilise les entretiens oraux au fil des chapitres. Les témoignages sont accompagnés de nombreuses informations contextuelles et d'une riche documentation, comme des photos issues des fonds d'archives privées des militantes. À chaque fin de chapitre, l'auteure se focalise sur l'histoire d'une ou de plusieurs militantes, afin d'illustrer ses propos : Beatrix Campbell, coautrice du livre *Sweet Freedom* (chap. 1) ; Sue Lopez, footballeuse luttant pour les droits des femmes dans le sport (chap. 2) ; Susie Orbach, défenseuse des droits et du bien-être psychothérapeutique et physique des femmes (chap. 3) ; Karen McMinn, militante du Women's Aid Northern Ireland (chap. 4) ; Barbara Jones, féministe lesbienne radicale et propriétaire d'une entreprise de construction écologique (chap. 5) ; Catherine et Stuart Hall, qui militent au WLM, à la nouvelle gauche et dans les mouvements pour les droits des noirs et noires (chap. 6) ; et Nadira Mirza, féministe musulmane (chap. 7). Par conséquent, le pari fait par l'auteure est amplement réussi – à savoir, grâce à cet ouvrage, montrer la diversité des militantes investies dans le WLM et présenter des portraits de féministes contraires aux stéréotypes diffusés par certains médias (opposés à l'image de militantes violentes ou anti-hommes, par exemple). À l'heure où les actrices du WLM viennent peu à peu à disparaître, Margaretta Jolly participe à un devoir de mémoire féministe. Un travail qui, nous l'espérons, sera poursuivi par de nombreux autres chercheurs ou chercheuses.

Justine ZELLER

■ Catherine Roudé, *Le cinéma militant à l'heure des collectifs. Slon et Iskra dans la France de l'après-1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Le Spectaculaire cinéma », 2017, 306 p.

Issu de son doctorat soutenu à l'Université Paris 1 sous la direction de Sylvie Lindeperg, le livre de Catherine Roudé, *Le cinéma militant à l'heure des collectifs. Slon et Iskra dans la France de l'après-1968*, vient très utilement enrichir une histoire du cinéma militant à partir de 1968, histoire déjà bien balisée, pour d'autres champs, par les thèses de doctorat en études cinématographiques et audiovisuelles de Sonia Bruneau, David Faroult, Hélène Fleckinger et Sébastien Layerle¹¹. Il était

11. S. Bruneau, « Les cinéastes insurgés en Mai 68. Des hommes et des films pris dans l'événement. Éléments pour une socio-histoire des États généraux du cinéma (1968-1998) », Université Paris 3, 2008 ; D. Faroult, « Avant-garde cinématographique et avant-garde politique : Cinéthique et le "groupe" Dziga Vertov », Université Paris 3, 2002 ; H. Fleckinger, « Cinéma et vidéo saisis par le féminisme (France 1968-1981) », Université Paris 3, 2011 ; S. Layerle, « Le cinéma à l'épreuve de l'événement. Mémoires croisées de quelques pratiques militantes en Mai 1968 », Université Paris 3, 2005.

temps d'étudier cette coopérative créée en Belgique, principalement pour éviter la censure française, et née dans la foulée des États généraux du cinéma tenus à Paris en mai et juin 1968. La création de la coopérative se situe également dans le prolongement immédiat de la fabrication collective des célèbres ciné-tracts et du tournage de *Loin du Viet-Nam* (collectif, 1967) et de *À bientôt j'espère* (de Mario Marret et Chris Marker, 1967). Slon (acronyme de Service de lancement des œuvres nouvelles, mais ces quatre lettres signifient également « éléphant » en russe) se transforme en société de production en 1973. Sa nouvelle dénomination, Iskra, est cependant l'indice d'une continuité revendiquée : il s'agit encore d'écrire une nouvelle page de l'histoire du cinéma militant en s'inspirant plus ou moins des pratiques du cinéma soviétique d'avant sa mise au pas sous Staline. Incontestablement, Slon puis Iskra ont constitué un des chapitres les plus importants de l'histoire de ce cinéma durant cette période – la maison modeste de production, aujourd'hui établie à Ivry-sur-Seine, détient le catalogue le plus volumineux et le plus hétéroclite consacré au « cinéma des années 68 ».

Pour écrire et analyser cette histoire, l'auteure s'est appuyée sur trois sources souvent inédites : les archives papier de la maison de production (dossiers de production, courriers, registres de location...), les films qu'elle a produits, recueillis et/ou distribués, et une belle série de témoignages des différents acteurs de ce collectif, présentés en fin d'ouvrage, peut-être de manière un peu trop succincte. Catherine Roudé s'est également penchée sur les rushes de la structure conservés aux archives départementales de la Seine-Saint-Denis – matériaux à la fois assez ingrats et souvent passionnants. De manière pertinente, l'auteure n'a pas suivi un plan chronologique mais préféré interroger la notion de « collectif de cinéma militant », au prisme de la production, de la réalisation et de la diffusion des films. Si elle justifie la date butoir de son étude (1988) par le fait que le collectif survit, du reste assez difficilement, à l'arrivée de la gauche au pouvoir (p. 15), elle nous a moins convaincu par le choix de cette date. La période 1981-1983 clôt bien selon nous cette phase de l'histoire du cinéma. Ses recherches nous apprennent d'ailleurs qu'en 1981 la maison de production a dû lancer un appel à souscription pour éviter la faillite (p. 94). La date ultime de ce délitement politique pourrait cependant être fixée en 1986, au moment où se crée l'association La Bande à Lumière qui, en imposant l'expression de « documentaire de création », évacue la « terminologie militante » et de nombreuses préoccupations politiques (p. 237).

Toujours dans la perspective de comprendre le fonctionnement et l'essence du collectif, Catherine Roudé insiste sur la revendication de la structure de se mettre au service des luttes d'abord ouvrières, en refusant de se définir comme un « groupe » – contrairement à de nombreux collectifs d'extrême gauche. Cette distance assumée vis-à-vis de certains dogmes et logomachies, comme une attention portée aux questions de distribution et de collaborations économiques, ont été un des facteurs de la longévité d'Iskra. Accueillant des communistes souvent en délicatesse avec leur parti, des libertaires ou des sympathisants d'extrême gauche, Iskra a ainsi constitué une assise politique assez large, qui lui fut reprochée par des groupes plus fermés. La maison de production favorise en tout cas les échanges avec les bases syndicales – la CFDT en Vendée, la CGT à Sochaux, les paysans travailleurs dans le grand Ouest.

Articulant l'histoire du collectif avec l'histoire du champ cinématographique (au sens bourdieusien du terme), Catherine Roudé révèle de plus que, contrairement à ce qu'affirment alors de nombreux discours contemporains, les relations entre Iskra et l'État ne sont pas nulles, ne serait-ce que par les subventions demandées et parfois accordées par le Centre national de la cinématographie (CNC). S'il ne fut pas mis à bas par les États généraux en 1968, le CNC modifia ses pratiques après la grande grève générale en France, en diversifiant ses aides et en refondant son système de répartition. Administratrice d'Iskra et cofondatrice de Slon, Inger Servolin (née en Norvège et arrivée à Paris à l'âge de 20 ans) a su également, entre autres, vendre des images à la télévision allemande et esquisser des collaborations avec des collectifs des pays nordiques. Ne s'enfermant pas sur un groupe, même si des soutiens réguliers et réputés (Antoine Bonfanti, Bruno Muel) et des parrainages prestigieux (Alain Resnais, Chris Marker) lui sont fort utiles, le collectif, qui se rajeunit en 1973, a fait preuve d'une réelle plasticité.

Autre caractéristique importante d'Iskra qui permet de saisir une dimension déterminante du cinéma militant : l'internationalisme. Si Catherine Roudé ne détaille pas les influences et les modèles du collectif en ses débuts (le cinéaste soviétique Alexandre Medvedkine, le cinéaste cubain Santiago Alvarez), elle démontre précisément combien les films et les réalisateurs peuvent circuler d'un pays à l'autre au sein d'une scène mondiale illuminée par différents foyers révolutionnaires, dont certains connaissent des fins brutales (le Chili, le Portugal, le Mozambique, Cuba...). Les multiples réseaux et le prestige de Chris Marker s'avèrent alors précieux pour développer cet internationalisme en acte qui fut salutaire pour des cinéastes, tel Patricio Guzmán.

Si l'auteure ne cache pas une empathie compréhensible pour son objet, elle révèle certains de ses paradoxes ou certaines de ses limites. Contrairement à de nombreux collectifs de cinéma militant, le rôle des femmes au sein de Slon puis d'Iskra n'est nullement subalterne mais, souvent genré, il est généralement cantonné aux tâches administratives et au montage. Ceci explique peut-être pourquoi le collectif est largement passé à côté des luttes féministes – comme des mobilisations écologistes. Faisant preuve d'une certaine audace, tant sa figure est aujourd'hui encensée (et étudiée), Catherine Roudé ne place pas au centre de son étude Chris Marker. Ce choix s'avère fructueux pour comprendre la vie réelle du collectif.

Cette socio-histoire d'un des collectifs cinématographiques les plus importants de l'après-1968 ouvre par ailleurs la voie à une étude du cinéma militant qui ne peut se cantonner à Paris, ni même à la scène mondiale. Les luttes en Vendée ou à Besançon, en Bretagne ou à Sochaux n'ont pas seulement été filmées par des cinéastes venus de la capitale, en collaboration avec des ouvrières et des ouvriers, mais ont aussi parfois été couvertes par des collectifs nés dans ces régions¹². *Le cinéma militant à l'heure des collectifs. Slon et Iskra dans la France de l'après-1968* s'inscrit en fait dans un courant historique qui dispute légitimement l'histoire du cinéma militant à celles et ceux qui ne retiennent principalement que des « gestes documentaires », au risque d'une a-historicité paradoxale. Il n'en reste pas moins qu'il nous appartient peut-être désormais, une fois ces jalons bien posés et cette

12. Cofondateur de l'Union de production cinématographique bretonne (UPCB) avec Nicole et Félix Le Garrec, René Vautier collaborait également avec Iskra.

histoire approfondie, de tenter de mieux articuler histoire sociale et culturelle et histoire esthétique.

Tanguy PERRON

■ Rachel Silvera, *Un quart en moins. Des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaires*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2014, 224 p. Préface de Michelle Perrot.

Rachel Silvera est l'auteure d'un livre salutaire sur un problème dont la mention, aujourd'hui commune, s'accompagne trop souvent d'une double illusion : les préjugés genrés auraient disparu et tout aurait été mis en œuvre pour faire disparaître les inégalités de salaires entre hommes et femmes. Ce qui en demeure relèverait donc nécessairement de la responsabilité de ces dernières.

Cet ouvrage a la particularité de comporter une partie historique, retraçant l'histoire de ces inégalités, au prisme de la notion de salaire d'appoint, et une autre, plus longue, consacrée au combat concret des femmes pour faire reconnaître le préjudice subi et y mettre un terme. Cette seconde partie est appuyée sur des entretiens largement retranscrits, au cours desquels des femmes racontent leur parcours. La dimension militante est assumée : elle prend le sens d'une démonstration qui vise non seulement à éclairer la situation sous un nouveau jour, mais surtout à décliner des propositions applicables sur les lieux de travail.

Mais repartons du salaire d'appoint. Les utiles rappels historiques ne sont pas le seul intérêt de l'ouvrage en ce domaine. Mis en perspective, ils permettent surtout de mesurer à quel point la notion demeure structurante aujourd'hui. Ainsi, les femmes ont longtemps été assimilées aux femmes mariées, dont on pouvait dire qu'il s'agissait du « seul statut reconnu et établi comme norme sociale, et au-delà comme *la* norme statistique » (p. 22), excluant au passage les femmes seules et les femmes « chefs de famille ». L'indépendance financière des femmes n'était donc pas un objectif. De cette idée profondément ancrée dérive par exemple un biais dans la quantification des travailleurs pauvres. Rachel Silvera note que les femmes représentent une forte majorité des salariés à bas et très bas salaire, alors qu'elles sont minoritaires parmi les « travailleurs pauvres », parce qu'on continue de supposer « la mise en commun des ressources du ménage » (p. 69).

D'autres débats semblent aujourd'hui plus datés. Marx et Engels ont pris position en faveur du travail des femmes, contre Proudhon qui exprimait à cet égard une vive hostilité. Mais il leur était difficile de résoudre ce que la société définissait comme une contradiction entre travail et famille. Ils continuaient de considérer que le choix le plus raisonnable était que la femme mariée ne travaille pas et se consacre à ses obligations familiales. De même, le temps où le mouvement ouvrier masculin, syndicat du livre en tête, luttait contre le travail des femmes est aujourd'hui révolu. Comme l'explique Christine Bard, logique patronale et logique patriarcale se confondaient alors (p. 43). En effet, les ouvriers ne pouvaient admettre qu'une femme soit payée autant qu'eux, pour le grand plaisir d'un patronat ravi de les payer si peu. Madeleine Guilbert a ainsi recensé, entre 1890 et 1908, cinquante-six grèves d'hommes contre le travail des femmes. Françoise Thébaud a depuis longtemps insisté sur le fait que les guerres mondiales ne furent pas cet âge d'or du travail féminin si souvent décrit. Au-delà du retour de bâton subi une fois le conflit achevé,

il y a la réalité des conditions de travail : Rachel Silvera insiste sur le fait que la majorité des femmes qui ont intégré l'industrie de guerre étaient déjà travailleuses mais avaient quitté leurs emplois mal payés dans le textile. Cependant, leurs salaires sont non seulement très bas (et en baisse au cours des quatre années de guerre), mais inférieurs à ceux des hommes – en la matière, les tarifs préconisés par les syndicats sont éclairants... –, alors qu'on leur impose des cadences plus élevées. Au sortir de la Grande Guerre, si les syndicats défendent le principe « un salaire égal pour un travail égal », ils considèrent encore l'emploi des femmes comme une concurrence directe, une réponse aux besoins patronaux, un moyen de « briser l'offensive des hommes contre l'exploitation ».

Aujourd'hui, alors que seules 14 % des femmes non-étudiantes ayant entre 20 et 59 ans sont au foyer, il semble bien que la roue ait tourné. Mais comment expliquer en ce cas que, même si les inégalités de salaire se sont réduites au cours du XX^e siècle, les femmes gagnent aujourd'hui globalement 27 % de moins que les hommes ? Les effets de la maternité et le temps partiel sont les réfractions actuelles de la logique du salaire d'appoint. La maternité d'abord, qui demeure le principal obstacle en termes d'égalité de salaires, et ce à deux niveaux. Celui de la répartition des tâches et des rôles sexués au sein des familles : aujourd'hui, après une naissance, un homme sur neuf interrompt ou réduit son activité contre une femme sur deux. Le congé parental est pris à 97 % par des femmes¹³, notamment d'origine modeste et qui auront bien des difficultés à retrouver un emploi. Les femmes sont donc pénalisées dans leur carrière. Mais, et c'est le deuxième niveau, au sein des entreprises, elles le sont aussi par anticipation : c'est le « soupçon de maternité » qui joue en défaveur de toutes les femmes, mères ou non. De forts écarts sont constatés lorsqu'on compare les salaires de femmes n'ayant jamais interrompu leur carrière avec ceux d'hommes du même âge. Comme l'indique R. Silvera, les femmes restent « soupçonnées d'absentéisme, de moindres mobilités et donc de moindres performances » (p. 114).

Quant au temps partiel, « résurgence du salaire d'appoint », il est d'usage de considérer qu'il résulte d'un choix. Mais outre que, lorsque c'est le cas, le choix est souvent subi, renvoyant aux tâches qui reposent encore aujourd'hui essentiellement sur les femmes, ce n'est pas le cas majoritaire : il s'agit souvent d'offres d'emplois à temps partiel dans des secteurs féminisés comme le commerce, l'aide à la personne, le nettoyage, etc. Le temps partiel est parfois écarté comme cause des inégalités. Mais comparer le salaire horaire et non le salaire mensuel fait peu de cas du fait que plus de 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes. À temps partiel, salaires partiels, mais aussi promotions, carrières partielles et retraites encore plus partielles.

Rachel Silvera s'applique à identifier les mécanismes de l'inégalité, de manière à la rendre visible et évaluable : cela signifie être en mesure de la compenser lorsqu'elle est reconnue individuellement sur le terrain judiciaire, mais aussi rendre plus contraignants des dispositifs qui souvent la contournent. L'économiste insiste notamment sur la nécessité de considérer les carrières et non les salaires à l'instant « T », afin d'évaluer le retard pris par la carrière des femmes. Dans ce domaine, une méthode, progressivement imposée par les syndicalistes, est aujourd'hui reconnue

13. Ces chiffres ont évolué depuis la parution de l'ouvrage en 2014.

par les juges : c'est la méthode Clerc qui s'appuie sur la constitution d'un panel de salariés, dont la situation est comparable à celle de la personne qui pense être discriminée. Reste que si les affaires portées devant les tribunaux montrent qu'en réalité, c'est l'ensemble des femmes d'une même entreprise qui subissent des discriminations, la loi n'autorise pas pour l'heure de recours collectifs. C'est une des innovations que préconise Rachel Silvera.

Celle-ci aborde également le piège des filières sexuées. Ainsi, plus de la moitié des femmes se regroupent dans seulement douze métiers sur quatre-vingt-sept. Il s'agit pour l'essentiel des secrétaires, aides à domicile et aides-soignantes, vendeuses, caissières, agentes d'entretien et infirmières. Ces « emplois à prédominance féminine » sont repérables parce que l'un des deux sexes occupe plus de 60 % de ces emplois. Cette féminisation de certains métiers pénalise les femmes, puisque les chances de promotion sont plus faibles que dans les métiers « non féminins ». Les femmes, explique Rachel Silvera, sont donc pénalisées de deux façons : « lorsqu'elles parviennent à intégrer des filières dites masculines, elles n'ont pas accès à la même carrière que leurs collègues hommes. Et pour la majorité des femmes qui travaillent dans des filières à prédominance féminine, les chances de progresser sont moindres » (p. 93). Dans les deux cas, ces conclusions sont appuyées non seulement sur des études statistiques mais aussi sur des entretiens approfondis avec les « plaignantes audacieuses », comme les appelle Michelle Perrot dans sa préface, dont elle a retrouvé le dossier. C'est sans doute sur le dernier mécanisme qu'elle décrit, le plus insidieux, que ces autobiographies de femmes au travail sont les plus parlantes et poignantes : elles disent à quel point il est difficile de faire reconnaître leurs compétences, tant nombre d'entre elles sont encore considérées comme « naturelles », au sens de naturellement féminines, quand elles ne relèvent pas du « travail invisible ». Anne, agente de service dans un établissement scolaire, en apprend beaucoup au lecteur sur le sujet. Elle inventorie l'ensemble des tâches qui lui sont, de fait, dévolues dans le cadre d'une fiche de poste qui semble ne pas reconnaître l'entretien comme un métier (le ménage est si naturellement associé aux femmes !) et d'un concours qui n'est assorti d'aucune formation ni déroulement de carrière. Elle est considérée comme polyvalente, mais cela ne constitue pas un « plus », plutôt le signe supplémentaire de dévalorisation d'une catégorie de personnel qui finalement « n'a pas de métier », alors que les ouvriers professionnels employés en établissement scolaire peuvent refuser certaines tâches au nom de leurs qualifications.

On l'aura compris, les récits recueillis constituent l'intérêt majeur du livre. Ils induisent parfois des répétitions dans la construction de l'ouvrage, tant chaque témoignage est riche et renvoie à de multiples dimensions du problème abordé. Rachel Silvera et les femmes auxquelles elle donne la parole nous rappellent à quel point l'action collective, appuyée sur le droit, est déterminante pour améliorer les conditions d'un travail qui, aussi aliénant soit-il, constitue la condition de l'autonomie des femmes.

Ingrid HAYES

ENQUÊTER SUR LE MONDE OUVRIER

■ **Éric Geerkens, Nicolas Hatzfeld, Isabelle Lespinet-Moret et Xavier Vigna (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*, Paris, La Découverte, « Recherches », 2019, 456 p.**

Quoi de commun entre les travaux effectués par Friedrich Engels à Manchester dans les années 1840, les enquêtes menées par des médecins français ou belges tout au long des XIX^e et XX^e siècles, les enquêtes portant sur les chômeurs de Marienthal ou sur le Borinage belge dans les années 1930, les expériences filmiques militantes des années 1968 ou la première enquête statistique sur les conditions de travail en France en 1978 ? Ces exemples et bien d'autres sont rassemblés dans cet ouvrage foisonnant qui propose une histoire des enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine.

Cet ouvrage a été préparé à huit mains, par trois historiens et une historienne du social ayant publié des travaux de référence dans le domaine. Ils proposent ici à la fois une synthèse, qui pourra servir de manuel sur le sujet, avec une introduction remarquable, et une « expérience » exploratoire, issue d'un séminaire de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales, qui vise à construire une méthode d'interrogation des enquêtes.

L'« enquête ouvrière » n'est pas vraiment définie en tant que telle : on ignore d'où vient cette catégorie. Plus généralement, l'enquête est présentée comme « un mode de connaissance et de compréhension de la vie sociale qui procède par collecte ponctuelle d'informations – ce qui la distingue des opérations plus régulières du relevé statistique –, à prétention scientifique et souvent justifiée par une situation problématique, sur laquelle elle permettrait d'agir » (p. 8). Le périmètre, lui aussi large, reprend les catégories utilisées par les enquêteurs : il porte sur le budget et les pratiques de consommation, les logements, la santé et l'hygiène, voire la religiosité, les loisirs, la sociabilité ou les pratiques militantes des ouvriers (p. 17). Il s'agit principalement d'enquêtes ayant donné lieu à des écrits, même si un article porte sur des films.

Assemblant vingt-sept articles, divisé en trois parties, l'ouvrage insiste d'abord sur des « moments » favorables aux enquêtes (les années 1830-1840, les années 1890-1914, les années 1950-1960). Dans un deuxième temps, il présente des « configurations », c'est-à-dire des articles qui examinent un sujet sur une plus longue chronologie, comparent deux espaces ou deux périodes, ou s'intéressent à des moments particuliers, comme la crise des années 1930. Enfin, dans un troisième temps, l'ouvrage est consacré à des « démarches d'enquêtes ».

On l'aura compris, le plan n'est volontairement pas chronologique. Les trois directeurs et la directrice du volume ne cherchent pas à proposer une histoire exhaustive et linéaire des enquêtes ouvrières, mais ils proposent plutôt un ensemble qui vise à nous faire réfléchir sur l'enquête ouvrière, et au-delà, sur l'histoire des sciences sociales. En traitant ensemble des enquêtes menées dans différents univers, universitaires ou non, l'ouvrage contribue en effet à une autre histoire des sciences sociales : une histoire qui part des pratiques d'enquête empirique et non pas de

travaux étiquetés comme fondateurs a posteriori, une histoire qui considère à parts égales les enquêtes militantes et les enquêtes exercées dans un cadre académique.

L'intérêt de la démarche est d'avoir rassemblé une série de travaux de grande qualité qui, s'ils ne sont pas tous nouveaux, n'ont pas l'habitude d'être publiés ensemble. Ils sont représentatifs de différentes traditions de recherche florissantes, par exemple l'histoire sociale belge ou britannique ou le dialogue entre histoire et autres sciences sociales en France. Ils sont présentés sous une forme resserrée d'une quinzaine de pages, centrées autour de la question de l'enquête. Pouvoir lire ces travaux ensemble, les comparer, les faire dialoguer, n'est pas le moindre des mérites de cet ouvrage.

Comme il nous est impossible de décrire en détail l'intérêt de chaque article, nous souhaiterions insister ici sur quelques apports transversaux de l'ouvrage, concernant notamment la circulation des enquêtes, les acteurs concernés et la méthode d'enquête.

Le premier apport concerne l'espace de l'enquête. Centré sur l'Europe de l'Ouest, mais surtout la Belgique, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, l'ouvrage met en évidence un espace de circulation. On voit que les enquêteurs s'appuient sur des exemples étrangers, comme le fait le juriste belge Édouard Ducpétiaux dans les années 1840. Au XX^e siècle, les pratiques d'enquête continuent de circuler ; certaines enquêtes servent de modèles à d'autres. L'enquête sociologique menée par Paul Lazarsfeld et Marie Jahoda sur les chômeurs de Marienthal apparaît plusieurs fois comme un exemple repris par d'autres. On la retrouve par exemple citée par un enquêteur belge des années 1930 qui enquête sur le Borinage. Ce dernier s'inspire aussi des enquêtes menées par l'école de Chicago et du sociologue roumain Dimitrie Gusti¹⁴. De même, on voit comment l'anthropologie à la Bronislaw Malinowski, la tradition de l'école de Chicago et celle des *community studies* nourrissent l'expérience d'enquête d'un collectif d'enquêteurs britanniques, le Mass Observation, à la fin des années 1930. Cette circulation existe aussi dans les milieux militants, par exemple au sein de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) entre la Belgique et la France, mais aussi plus tard au XX^e siècle, lorsque les militants des « Cahiers de mai », en mai 1968, sont marqués par l'expérience italienne des « Quaderni Rossi ».

Le deuxième apport concerne les acteurs sociaux de l'enquête : les enquêteurs, les intermédiaires et les enquêtés.

L'ouvrage montre la diversité des figures d'enquêteurs (médecins, militants socialistes ou chrétiens, enquêteurs privés ou publics, etc.). Apparaissent en particulier des figures intéressantes de femmes enquêtrices, plus nombreuses que ce que laisse penser l'introduction de l'ouvrage. Parmi les enquêteurs de terrain de la Société fabienne en Grande-Bretagne à la fin du XIX^e siècle se trouvent des femmes, comme Maud Pember Reeves, qui lance des enquêtes sur les budgets ouvriers. Le Musée social emploie une femme, Käthe Schirmacher, qui fait des enquêtes sur le travail féminin et les immigrés à Paris. À la Belle Époque, des femmes journalistes font des enquêtes sur le monde du travail (Aline Valette, Marcelle Capy). Dans les années 1930 en Belgique, l'enquête sur le Borinage est menée avec cinq assistantes

14. E. Plosceanu, « Les débuts cosmopolites de la sociologie : réseaux, textes, discours, terrains en Roumanie », in T. Préveraud (dir.), *Circulations savantes entre l'Europe et le monde, XVIII^e-XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 81-120.

femmes. Le Mass Observation comprend de plus en plus de femmes enquêtrices à partir de 1938 et dans les années 1940. Parmi les sociologues du travail des années 1950 et 1960, apparaissent aussi des autrices oubliées, telles que Jacqueline Frisch-Gauthier et Christiane Peyre, ou encore Madeline Guilbert et Viviane Isambert-Jamati. Certes, toutes n'ont pas fait de carrières professionnelles de sociologues, et on voit à quel point elles ont pu être marginalisées, alors qu'elles étaient parfois pionnières dans leur démarche. Cela dit l'ouvrage montre que le rôle des femmes a été plus central qu'on ne l'imagine dans l'histoire des sciences sociales si l'on prend en compte toutes les catégories d'enquêteurs et d'enquêtrices, comme les assistantes sociales ou les militantes de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF)¹⁵.

L'ouvrage met au jour une figure intéressante : ce sont les « intermédiaires », qui permettent aux enquêteurs soit de recueillir des informations, soit d'avoir accès au terrain. Ainsi les enquêteurs fabiens sont-ils par exemple informés par le microcosme syndicaliste. Charles Booth fait aussi appel à différents intermédiaires dans le Londres du tournant du XX^e siècle. Les données collectées dans le cadre de cette enquête peuvent être considérées comme les « opinions » de multiples informateurs mobilisés (*school board visitors*, policiers, missionnaires, collecteurs de loyers...) devant qui Charles Booth teste les résultats de son enquête. De même pourrait-on dire que les ergonomes, qui jouent un rôle central de « partenaires » pour les statisticiens de l'Insee dans les années 1970, sont eux aussi des intermédiaires précieux, qui aident à penser les questionnaires.

De leur côté, les enquêtés sont rarement directement des ouvrières ou ouvriers : on consulte plutôt des « notables », qu'ils soient industriels ou médecins, quand ils ne font pas eux-mêmes les enquêtes¹⁶. Dans les enquêtes empiriques qu'il effectue, Max Weber interroge par exemple en priorité des propriétaires terriens, des employeurs ou des contremaîtres. Les syndicats peuvent aussi servir d'intermédiaires, quand ils ne sont pas eux-mêmes enquêteurs. Cela dit, certains articles montrent que l'absence d'enquête empirique auprès des ouvriers n'est pas nécessairement le signe d'une distance avec le monde ouvrier. Dans le cas d'Engels, l'analyse des réseaux personnels, politiques et militants (notamment chartistes et owénistes) montre une réelle proximité avec le monde ouvrier. S'il fait beaucoup appel à des informateurs, Charles Booth va aussi vivre plusieurs mois dans une famille ouvrière, tandis que d'autres enquêteurs vivent dans des résidences sociales ou travaillent dans un atelier.

Les intermédiaires et enquêtés peuvent devenir co-enquêteurs, faisant évoluer la frontière entre les catégories d'acteurs. Ainsi, les enquêteurs du Mass Observation à Bolton en 1937-1938 s'appuient sur des habitants qui servent d'informateurs, mais deviennent parfois co-enquêteurs. Ils servent notamment de traducteurs du dialecte et de l'accent local. Des enquêtés, hommes ou femmes, peuvent aussi participer

15. Voir aussi L. Zappi, « Jeunes travailleurs, jeunes consommateurs. Les enquêtes sociales et la place des jeunes au sein des familles de milieux populaires », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 35, 2017, p. 81-101 ; M.-E. Chessel et A. Egea, « Céline Lhotte, Élisabeth Dupeyrat, "La préparation du futur de la jeune travailleuse". Restitution d'une enquête de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (1937). Présentation d'un document », *Les Études sociales*, n° 169, 2019, p. 197-232.

16. Sur ce sujet, voir aussi C. Lemercier, « "Il faut parler de ce qu'on sait" : "hommes pratiques", "économistes distingués" et législateurs face au travail des enfants (1837-1874) », in C. Charle et J. Vincent (dir.), *La société civile. Savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne, 1780-1914*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 127-145.

à l'enquête. Ainsi, ce sont bien des femmes ouvrières qui remplissent un carnet concernant le budget dans l'enquête de Pember Reeves en Grande-Bretagne. De même, la famille rencontrée par Frédéric Le Play à Vienne en 1853, et en particulier la mère, Francisca, est partie prenante de l'enquête. Elle participe même à une « expérience » mise en place autour de la question de l'épargne et décide volontairement d'y mettre fin, pour des raisons que l'enquête révèle. Ce cas montre aux enquêteurs et aux lecteurs les réelles raisons d'agir de la famille enquêtée. Il met en valeur la qualité d'enquêteur du « premier Le Play » et la dimension pionnière de sa démarche d'écoute respectueuse de ses enquêtés.

Le troisième apport concerne la méthode de l'enquête. Comment apprend-on à enquêter ? Certains exemples sont particulièrement instructifs sur les différents espaces où l'on peut apprendre à enquêter avant de se lancer. Ainsi le fondateur belge de la JOC, Joseph Cardijn, est-il formé à l'Université de Louvain et il effectue plusieurs enquêtes pour le Bureau international du travail avant de fonder la JOC. L'ouvrage met en évidence différents « modes d'emploi », par exemple une introduction méthodologique destinée par Max Weber à ses enquêteurs dispersés, mais aussi des manuels écrits par Pierre du Maroussem ou plus tard, au XX^e siècle, par le père Lebret. On peut aussi citer l'École sociale catholique féminine de Bruxelles qui apprend à enquêter aux assistantes sociales qu'elle forme dans l'entre-deux-guerres.

L'ouvrage montre comment on apprend chemin faisant. Par exemple, certains enquêteurs inventent leur propre méthode d'enquête, en se nourrissant des sciences expérimentales. C'est le cas de Frédéric Le Play à Vienne en 1853 ou du Mass Observation autour de 1937. On peut en dire de même de la JOC qui construit en marchant un nouveau modèle, nourri à la fois des cercles d'études, de la sociologie leplaysienne ou des expériences de ses fondateurs. On voit aussi dans l'ouvrage comment les statisticiens de l'Insee testent eux-mêmes leurs questionnaires dans les années 1970, puis les modifient grâce aux conseils des ergonomes. Ainsi, une femme interrogée reconstitue son espace de travail dans sa cuisine afin de bien expliquer sa pratique professionnelle aux enquêteurs !

Le quatrième apport du livre porte sur la méthode d'analyse des enquêtes. Comment peut-on étudier des enquêtes ? Sur quels documents s'appuyer ?

Les articles se fondent sur une diversité de documents, qui vont des documents bruts de l'enquête à la publication quand elle a lieu. Certaines enquêtes ne donnent pas lieu à publication et elles n'en sont pas moins intéressantes. C'est le cas par exemple d'une enquête menée chez Fiat en Italie par des militants italiens des années 1960 et qui ne laisse que des « fragments d'enquête » (communication, chronique d'un mouvement de grève, retour critique sur l'expérience d'enquête).

Certains auteurs ont eu accès à des fonds d'archives qui leur permettent de comparer les documents d'enquête avec les résultats publiés. Des articles croisent les archives relatives aux enquêtes avec d'autres fonds portant sur les enquêteurs (c'est le cas par exemple pour les inspecteurs du travail). Il est intéressant de voir à quoi ressemblent les « carnets d'enquête » et la manière dont les catégories se mettent en place, comme dans l'article portant sur l'enquête de Charles Booth sur le peuple de Londres à la fin du XIX^e siècle. Cela permet aussi inversement de montrer ce qui « disparaît » dans les publications finales : l'expérience de terrain est ainsi souvent paradoxalement occultée dans les enquêtes de sociologie du travail des années 1950 et 1960 !

Cela dit, certains articles transcrivent beaucoup d'éléments sur la méthode d'enquête, sans nécessairement avoir eu accès aux archives de l'enquête. L'utilisation des publications et de la correspondance de Friedrich Engels donne ainsi des éléments clés sur la manière dont ce dernier enquêtait. Les brochures fabiennes lues en détail offrent des informations détaillées sur les enquêtes des Fabiens.

L'ouvrage fera date en ce qu'il met au jour des recherches riches, ici rassemblées dans un opus qui fera référence. Certaines pistes ouvertes pourront être suivies, concernant notamment la circulation des méthodes d'enquêtes dans le temps et entre univers, le genre des enquêtes, les modes d'apprentissage et d'invention des méthodes d'enquêtes ou encore la matrice catholique, notamment dans les années d'après-guerre. De futurs projets pourront dans l'avenir élargir l'espace étudié, en y intégrant par exemple l'Europe de l'Est, les empires ou les espaces non européens et en faisant appel à d'autres contributeurs étrangers. Ils pourront examiner des questions ici laissées de côté, comme la question de l'esclavage, le rapport des enquêteurs à la transformation, voire la « disparition » de la classe ouvrière, les concurrences, voire conflits entre enquêteurs. Dans tous les cas, les recherches publiées dans cet ouvrage serviront de modèles, ne serait-ce que par la richesse et la diversité des méthodes utilisées pour lire ou relire les enquêtes...

Marie-Emmanuelle CHESSEL

■ Michel Pialoux, *Le temps d'écouter. Enquêtes sur les métamorphoses de la classe ouvrière*, Paris, Raisons d'agir, « Cours et travaux », 2019, 560 p.

L'ouvrage, présenté par Paul Pasquali et postfacé par Stéphane Beaud, avec lequel Michel Pialoux a coécrit ses ouvrages les plus connus, réunit des textes de l'auteur – certains qui furent négligés ou méconnus, d'autres restés inédits, d'autres encore devenus des classiques. Il entend restituer la cohérence du parcours et de l'œuvre du sociologue durant trois décennies, donnant à voir une posture d'enquête singulière. Son travail de recherche fut consacré aux « métamorphoses de la condition ouvrière » (Paul Pasquali, p. 9), à travers le prisme initial de l'habitat précaire, du travail intérimaire, des transformations du « sous-prolétariat » dans la banlieue parisienne, puis à travers l'étude des ouvriers de Peugeot-Sochaux, à partir de 1983.

Les premiers articles portent essentiellement sur les politiques du logement destiné aux fractions les plus dominées de la classe ouvrière. Michel Pialoux emploie fréquemment à leur propos la notion de « sous-prolétariat », qui mériterait d'ailleurs d'être définie, discutée et contextualisée plus explicitement dans les présentations des articles. Elle ne désigne pas un groupe social homogène, mais, de manière générale, contribue à mettre au jour « des processus de paupérisation, de stigmatisation et de déracinement qui concernent ou menacent certaines fractions des classes populaires » (p. 18) dont les membres partagent dès lors « un avenir objectif et des modes d'existence qui contribuent à les situer au plus bas dans la hiérarchie sociale » (p. 25).

Le sociologue définit trois dimensions structurantes de ce qui constitue le système de l'habitat urbain et de ses différenciations, « les contraintes objectives » qui définissent à un moment donné le champ des possibles (la contrainte majeure étant la « solvabilité »), le « fonctionnement concret des diverses instances d'attribution

des logements sociaux », et « les effets, directs ou indirects, immédiats ou lointains, de ce fonctionnement sur les modes d'existence des différentes catégories d'habitants » (p. 38), en ajoutant que pèsent à la fois « les estimations subjectives que font les intéressés de leurs possibilités, et les anticipations de leur avenir que d'autres font à leur sujet » (p. 39).

Michel Pialoux définit son approche comme relevant de la « sociologie relationnelle ». Refusant de réifier les groupes sociaux qu'il étudie comme s'ils pouvaient être circonscrits, il tente d'établir « une définition relationnelle des groupes en présence ». Celle-ci, appliquée au sous-prolétariat, implique « que l'on s'intéresse autant à ceux qui "tiennent" qu'à ceux qui "tombent", à ceux qui parviennent à résister à la menace de chute perpétuellement suspendue au-dessus d'eux, qu'à ceux qui s'engagent dans l'engrenage de la paupérisation économique et/ou de la déchéance sociale » (p. 132).

Se tenant à distance d'un marxisme simpliste qui s'en tiendrait à l'analyse des rapports de production sur les lieux de travail, Michel Pialoux s'emploie également à critiquer les conceptions d'un Foucault ou d'un Deleuze, qui nourrissent alors les discours d'intellectuels réputés radicaux. Ceux-ci tendent selon lui à la fois à exalter la spontanéité des groupes les plus stigmatisés, coupés, dans leur esprit, du reste de la classe ouvrière, et à exagérer leur enfermement et le pouvoir que les institutions exercent sur eux, masquant les marges de manœuvre dont disposent les dominés. Il démontre notamment, s'agissant du logement, à quel point il est illusoire de penser le système institutionnel comme unifié, autonome et manipulant les agents sociaux (voir au chapitre 5 la critique acérée de *La police des familles*, de Jacques Donzelot, à propos du travail social), et de présupposer « la cohérence des mesures juridico-administratives » mises en place (p. 108), en méconnaissant la complexité des déterminants économiques, sociaux et politiques, la production de divisions au sein des classes dominées mais aussi de tensions au sein des classes dominantes.

Par le prisme de « l'habitat-dépotoir », le sociologue contribue également dans les chapitres 3 et 4 (ce dernier étant consacré à une enquête sur l'association ATD Quart Monde) à éclairer la genèse de la catégorie des « exclus » ou « inadaptés », produite par un discours « dissociant les "problèmes sociaux" des antagonismes de classe » (p. 147), occultant les mécanismes économiques à l'œuvre dans la formation des classes ou fractions de classes, occultant du même coup le fait que la médicalisation des problèmes sociaux prolonge la domination de classe.

Michel Pialoux prend soin d'articuler la précarité du logement avec celle de l'emploi, notamment dans son article bien connu sur le travail intérimaire (ici au chapitre 6), et analyse les déterminants sociaux « de la marginalisation d'une jeunesse populaire vouée à faire l'expérience de la surexploitation économique, de la relégation scolaire, de la ségrégation spatiale et de la dépossession culturelle » (p. 201). Il met en lumière la succession d'échecs que constituent les parcours des jeunes enquêtés et leur incapacité à se projeter dans l'avenir. Il analyse la progression du travail intérimaire, démontrant comment des jeunes non qualifiés qui sortent à 16 ans du système scolaire ne trouvent d'abord pas leur place sur un marché du travail. Le développement du travail intérimaire, en lien avec les profondes mutations du système scolaire et des attentes des classes populaires à son égard, permet cependant, à partir du milieu des années 1960, « de faire apparaître comme qualités positives des traits de comportement qui auraient été qualifiés, quelques années plus

tôt ou dans un autre cadre d'emploi, de symptômes d'inadaptation sociale et professionnelle » (p. 232), contribuant à former « une idéologie du travail intérimaire » (p. 236).

La deuxième partie de l'ouvrage, à nos yeux la plus intéressante bien que la plus connue, est centrée sur des enquêtes menées en usine, notamment à Peugeot-Sochaux. Selon le sociologue lui-même, Sochaux a constitué le terrain qu'il cherchait depuis longtemps, et qui l'a conduit à travailler sur l'organisation du travail ou encore les hiérarchies et les rapports sociaux dans l'entreprise. Ces enquêtes sont avant tout orales et fondées sur des réflexions et pratiques qui nourrissent encore les historiens oraux. Sur le plan méthodologique, on note un nouveau parti pris, celui de l'approche biographique et ethnographique centrée sur un cas (Ahmed K. au chapitre 7, Christian Corouge au chapitre 10) et non plus un corpus de cas. Il ne s'agit en rien d'un ralliement à l'empirisme pur ou d'une fascination pour le « témoignage », encore moins d'un renoncement à l'analyse des processus généraux informant une sociologie de la domination. Michel Pialoux demeure attaché à un travail conceptuel, articule les approches, et plaide pour des enquêtes menées à des échelles réduites afin de mieux saisir ces processus dans le cadre d'une analyse relationnelle des groupes sociaux. Dans ces articles, le sociologue pose les jalons définissant sa méthode d'enquête, qualifiée par Olivier Schwartz d'ethnographie sociologique, fondée sur une immersion de longue durée dans le quotidien des enquêtés, une écoute « à la fois active et réflexive » (p. 357), une attention aux événements ou aux crises « qui sont comme autant de révélateurs du fonctionnement des groupes réels » (Stéphane Beaud, p. 536), une absence de dogmatisme dans la manière concrète de mener l'enquête sur le terrain, mais aussi le souci constant de restituer les conditions dans lesquelles l'entretien s'est déroulé, la relation enquêteur/enquêté et le processus de recueil des données. On retrouve chez Pialoux la part « d'empirisme irréductible » revendiquée par Olivier Schwartz¹⁷. Ainsi en va-t-il de l'attention portée aux glissements d'un thème à un autre pendant l'entretien : Pialoux enjoint les enquêteurs à prêter la plus grande attention aux associations d'idées, aux hésitations, aux vagues de souvenirs, pour restituer la spécificité de la personne sociale, elle-même pensée comme un « produit social » (p. 361).

Nous soulignerons pour finir l'utilité de lire ou de relire deux textes devenus des classiques, l'article consacré à l'alcool dans l'atelier (chapitre 11, 1992), ainsi que celui qui sonne comme un aboutissement des réflexions et des enquêtes du sociologue, « L'ouvrière et le chef d'équipe, ou comment parler du travail » (chapitre 12, 1995).

Le premier propose, rappelons-le, une étude des pratiques de sociabilité et de résistance mises en place pour atténuer les effets de la domination, par le prisme de la consommation d'alcool. Dans une analyse fine et construite sur la longue durée, il traite successivement de la place de l'alcool dans les interactions nouées dans les ateliers (l'alcool comme « provocation », comme « transgression » et affirmation d'un collectif), les transformations des modes de consommation d'alcool en lien avec l'usure au travail et les évolutions de l'organisation de l'entreprise, puis l'importance de l'alcool dans les prises de parole et les effets de désocialisation liés à l'arrêt de sa consommation. Au total, cette enquête conduit Michel Pialoux à constater et

17. O. Schwartz, « Postface. L'empirisme irréductible », in N. Anderson, *Le hobo, sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 1993 [1923], p. 266-308.

analyser la fragilisation d'une identité de classe en crise, et le vieillissement social, physique et psychologique du groupe des OS qu'il étudie, sous les coups de la réorganisation des ateliers, de la cassure des groupes de travail, de la disparition de « l'ordre symbolique ancien » (p. 408).

Le deuxième article, qui est aussi le dernier de l'ouvrage, analyse, dans le cadre d'une post-enquête de l'Insee, la description de l'organisation du travail dans une usine de construction automobile de deux points de vue différemment situés dans la hiérarchie de l'entreprise, par Josiane, ouvrière, et Étienne, son époux, chef d'équipe, interrogés ensemble et séparément. Leurs récits sont tour à tour contradictoires, complémentaires ou objets de conflits entre eux. C'est sans doute le texte qui démontre le mieux l'intérêt majeur de l'attention portée aux interactions, aux variations, au ton employé, aux gestes, et qui expose avec le plus de soin les conditions de l'enquête, la réflexivité de l'enquêteur et l'évolution de l'entretien. Parmi les points les plus intéressants figure l'analyse de la transformation de la position d'Étienne, assuré au début, lorsqu'il est seul maître de l'entretien, mais qui perd soudain les « conditions sociales qui faisaient sa force, lui donnaient du poids, de l'autorité » (p. 460), dès lors que sa femme conteste son récit pour imposer sa propre représentation de la vie en atelier, la sienne mais aussi celle de son mari (le stress, l'humiliation, l'absence de gratification), celle qu'il ne peut pas dire en raison de sa position dans la hiérarchie. De son côté, il révèle, par son silence ou son approbation silencieuse, la « vérité » du travail de sa femme (le poids croissant de la recherche de la productivité, la déstructuration des collectifs de travail, la déconsidération du travail manuel). Dans ce chassé-croisé émerge la souffrance sociale d'un monde ouvrier qui craint pour son avenir et celui de ses enfants.

On notera que Josiane est la seule figure féminine de l'ouvrage, dont il faut convenir que la dimension genrée est totalement absente, alors même que les femmes, pénétrant le monde des OS, en ont alimenté les fractions les plus dominées. Il est d'ailleurs étonnant que les introductions et commentaires ne tentent pas de mettre en lumière et éventuellement d'expliquer cet aspect pourtant flagrant qui révèle les représentations, les impensés et les évolutions qui travaillent le champ des sciences sociales.

Ingrid HAYES

HISTOIRE ORALE ET DÉSINDUSTRIALISATION

- Tim Strangleman, *Voices of Guinness. An Oral History of the Park Royal Brewery*, New York, Oxford University Press, 2019, 208 p.
- Lachlan MacKinnon, *Closing Sysco. Industrial Decline in Atlantic Canada's Steel City*, Toronto, University of Toronto Press, 2020, 304 p.

Le concept de classe est devenu un outil d'analyse marginal dans les sciences humaines et sociales, précisément au moment où la désindustrialisation rapide des petites et grandes villes ouvrières d'Europe et d'Amérique du Nord le rendait d'autant plus

nécessaire. C'est une des raisons qui expliquent que si peu de gens aient vu venir Trump, le Brexit ou la montée en puissance du populisme de droite. Loin d'être une coïncidence, l'effacement symbolique de la classe et de la lutte des classes depuis les années 1980 participe d'un processus plus global d'invisibilisation des classes populaires. Comme nous le rappelle l'historienne Jackie Clarke, l'invisibilité n'implique pas « une disparition totale, mais diverses formes de marginalisation, d'obstruction et de disqualification¹⁸ ». De fait, « le geste politique consistant à renvoyer le travail industriel au passé plutôt qu'au présent est l'un des mécanismes les plus fréquents » par lesquels notre présent pourtant toujours industriel est « escamoté sous nos propres yeux¹⁹ ».

Si la désindustrialisation de villes et de régions entières a souvent été accueillie avec une sorte de fatalisme collectif, certains membres de la classe moyenne ont vu ces bouleversements d'un bon œil. Après tout, ces industries étaient déshumanisantes et polluantes, souvent dominées par les hommes, et étroitement associées à l'impérialisme et au colonialisme de peuplement. N'importe laquelle de ces préoccupations est susceptible de recontextualiser politiquement une fermeture d'usine en une mesure d'intérêt général, surtout pour qui se trouve à une certaine distance sociale des personnes les plus directement affectées. Mais il se passait encore autre chose. Ainsi, lorsque l'anthropologue Kathryn Marie Dudley interrogea des enseignants de Kenosha, une ville du Wisconsin en voie de désindustrialisation, ils lui répondirent que maintenant leurs élèves issus de milieux modestes prendraient peut-être leurs études au sérieux. J'ai observé la même réaction au cours de mes propres enquêtes, et je n'ai pas été le seul. Aux yeux de certains employés de la classe moyenne, les cols bleus n'avaient tout simplement pas mérité d'avoir un salaire ou un niveau de vie semblables aux leurs. Nombre d'ouvriers devaient leur ascension sociale à des négociations collectives plutôt qu'à leur réussite personnelle, or la solidarité sociale n'a guère de place dans l'esprit de ceux qui croient que nous vivons réellement en méritocratie. Les fermetures d'usine font alors office de « rituel de dégradation du statut : c'est une reconnaissance culturelle du fait que les ouvriers ont un statut social inférieur à ce qu'ils voulaient faire croire²⁰ ».

De ce chaudron économique et politique est sorti un nouveau champ de recherche interdisciplinaire consacré à la désindustrialisation. Dans les pays anglophones, les travaux se sont dans un premier temps concentrés sur les raisons économiques profondes du déclin industriel, sur son ampleur et son étendue, de même que sur la réaction politique des syndicats et des pouvoirs publics. Depuis les années 1990, l'histoire orale joue un rôle central dans l'étude de ce phénomène. Nombre de textes importants s'appuient sur la vie d'ouvriers licenciés, s'attachant à restituer leur vécu et le sens subjectif qu'ils donnent au travail industriel et à sa perte. Si l'on veut comprendre ce que représente la perte d'emploi pour ceux qui en sont victimes et leur famille, il faut en effet comprendre « l'avant » et « l'après » ; c'est ainsi seulement qu'on pourra pleinement en mesurer l'impact. Le meilleur exemple de biographie utilisée comme tremplin à partir duquel interpréter le passé est le livre

18. J. Clarke, « Closing Moulinex. Thoughts on the Visibility and Invisibility of Industrial Labour in Contemporary France », *Modern and Contemporary France*, vol. 19, n° 4, 2011, p. 441.

19. *Ibid.*, p. 447.

20. K. M. Dudley, *The End of the Line. Lost Jobs, New Lives in Postindustrial America*, Chicago, University of Chicago Press, 1994, p. 79.

de Daniel James, *Doña María's Story*, qui s'intéresse à la vie d'une syndicaliste dans la ville argentine de Berisso, autrefois spécialisée dans les abattoirs. Comme l'écrit James, « le témoignage oral est plus désordonné, plus paradoxal, plus contradictoire et, de ce fait même, peut-être plus fidèle à la complexité des vies et de la mémoire ouvrières²¹ ».

Sans surprise, la plupart des histoires orales de la désindustrialisation se cantonnent à une seule ville ou région. Seule une poignée se sont lancées dans une étude transrégionale ou transnationale. On peut citer *Capital Moves* (1999), dans laquelle Jefferson Cowie retrace le parcours de la RCA (Radio Corporation of America), qui déplaça sa production télévisuelle d'une localité américaine à une autre avant de passer au Mexique²². C'est un excellent exemple d'analyse ayant su élargir son échelle sans pour autant perdre l'ancrage dans la vie quotidienne qui caractérise l'histoire orale. *A contrario*, il est surprenant de constater que peu d'ouvrages limitent leur analyse à un seul site industriel. Une fois les bâtiments démolis, les archives passées à la déchiqueteuse et la main-d'œuvre dispersée, il est difficile de reconstituer en profondeur le point de vue des ouvriers. Souvent, les archives des syndicats locaux ont été perdues dans la bataille.

La publication de *Voices of Guinness* de Tim Strangleman et de *Closing Sysco* de Lachlan MacKinnon fera donc date dans l'historiographie de la désindustrialisation. Ces deux remarquables études de cas conjuguent en effet de manière efficace histoire économique et histoire du mouvement ouvrier, en replaçant la fermeture définitive de ces usines dans une histoire longue des relations sociales. Publié dans la prestigieuse collection d'histoire orale des Presses universitaires d'Oxford, *Voices of Guinness* étudie la culture d'entreprise qui eut cours pendant les soixante-dix ans d'existence de la brasserie Guinness de Park Royal (un quartier de Londres), qui ferma ses portes en 2005. Tim Strangleman nous invite à entrer dans l'atelier et dans la salle du conseil d'administration pour comprendre la manière dont les relations professionnelles et sociales évoluèrent pendant cette période. Ce faisant, il découvre l'économie morale tacite (un ensemble de normes et de pratiques) qui prévalait autrefois dans les ateliers. Dans les années 1980, ce compromis se délita lorsqu'une nouvelle direction prit les rênes de l'entreprise et que s'amorça le lent et pénible déclin qui devait conduire à la fermeture. L'ouvrage de Lachlan MacKinnon sur l'aciérie de Sydney, en Nouvelle-Écosse, se place également dans une perspective longue. Lorsque la fermeture de l'usine fut annoncée pour la première fois en 1967, la classe politique et la population locale se mobilisèrent pour la sauver, et l'aciérie, nationalisée, tourna encore pendant plus de deux décennies. Son arrêt définitif peut être attribué à la désastreuse décision de moderniser la production en utilisant une nouvelle technologie risquée plutôt que le procédé LD qui avait fait ses preuves. Les deux derniers chapitres, consacrés à l'après-fermeture, traitent de l'héritage toxique et patrimonial durable que l'usine aura laissé.

Avant de commenter plus avant ces deux livres, je me dois de préciser que ni l'un ni l'autre de leurs auteurs ne m'est inconnu. Tim Strangleman et moi-même avons

21. D. James, *Doña María's Story. Life History, Memory, and Political Identity*, Durham, Duke University Press, 2000, p. 242.

22. J. Cowie, *Capital Moves. RCA's Seventy-Year Quest for Cheap Labor*, Ithaca, Cornell University Press, 1999.

collaboré à de multiples reprises et il participe actuellement, sous ma direction, à un grand projet international sur les enjeux politiques de la désindustrialisation. C'est également le cas de Lachlan MacKinnon, mais le lien que j'entretiens avec lui est encore plus étroit puisque j'ai été son directeur de thèse et que nous avons codirigé un livre²³. Si j'ai accepté d'écrire cette critique, ce n'est pas pour porter un jugement sur la qualité de leurs travaux, mais parce qu'elle m'offre l'occasion de poursuivre mes réflexions sur l'histoire orale et la désindustrialisation.

Tout livre trouve ses origines dans une histoire – celle que nous nous racontons à nous-même ou que nous racontons aux autres pour expliquer comment est né le projet. Or ces histoires sont souvent très révélatrices, car elles en disent aussi long sur la manière dont les auteurs se positionnent. D'après T. Strangleman, il s'est « retrouvé » chez Guinness en 2004 dans le cadre d'une précédente enquête sur les hommes âgés dans l'entreprise. Il explique que la brasserie « était un bon endroit pour mener cette étude dans la mesure où les restructurations successives avaient provoqué une diminution des embauches au fil des ans », d'où un vieillissement du personnel. Il signale que la fermeture définitive de la brasserie avait déjà été annoncée et qu'il était « évident qu'elle préoccupait tous les employés du site ». Il mentionne ensuite en passant qu'il a proposé l'idée de ce livre à l'entreprise – et l'on peut penser que celle-ci l'a financé, bien que le texte ne soit pas explicite sur ce point. Tim Strangleman reconnaît qu'il n'était pas une « page blanche » lorsqu'il est entré dans les locaux pour la première fois : « Je portais en moi toute une série de questionnements, de grilles de lecture et d'idées préconçues sur le travail industriel. » Plus loin, il raconte que son intérêt pour la culture d'entreprise lui vient des années où il a travaillé comme employé du métro londonien et où il a pu constater son importance. Cette expérience personnelle a été à l'origine de son premier livre, *Work Identity at the End of the Line?* (Palgrave Macmillan, 2004). Dans le cas de Guinness, en revanche, T. Strangleman était un observateur extérieur, puisqu'il ne possédait qu'un lien ténu avec la brasserie.

De ce point de vue, *Closing Sysco* de Lachlan MacKinnon ressemble davantage au premier livre de Tim Strangleman qu'à son dernier : c'est un livre personnel. Dès les premières pages, L. MacKinnon affirme sa proximité avec son sujet. Ayant grandi dans l'ancienne ville sidérurgique de Sydney, il écrit : « Arrivée à l'âge adulte au milieu d'objets du quotidien qui rappelaient la sidérurgie et le charbonnage, ma génération se retrouvait confrontée à la désagrégation de ce grand tissu qui, nous disait-on, avait assuré la cohésion de nos communautés. » Il évoque ensuite son grand-père mineur et les nombreux membres de la famille de sa femme autrefois employés à l'aciérie. Son pedigree ouvrier établi, il raconte son enfance dans une ville brisée où overdoses et suicides faisaient partie de la vie, et ce dès le lycée. Puis il admet que, s'il se considérait au début du projet comme un des leurs, il a vite compris qu'il n'appartenait pas à la communauté très soudée des anciens métallos. L'oncle de son épouse fut l'intermédiaire dont il avait besoin, lui servant à la fois de cobaye et de guide.

Il est singulièrement fréquent que les chercheurs qui travaillent sur la désindustrialisation soient des enfants d'ouvriers syndiqués (beaucoup ayant vu un de leurs

23. S. High, L. MacKinnon et A. Perchard (dir.), *The Deindustrialized World. Confronting Ruination in Postindustrial Places*, Toronto, University of Toronto Press, 2017.

parents perdre son emploi à la suite d'une fermeture d'usine) ou qu'ils aient grandi dans des régions désindustrialisées. Quelques-uns ont même été ouvriers avant de faire des études supérieures. De ce point de vue, Tim Strangleman, éminent sociologue du travail au Royaume-Uni, et Lachlan MacKinnon, désormais titulaire de la chaire de recherche du Canada sur les communautés postindustrielles dans l'université de sa ville natale, ne font pas exception.

Le premier sujet que j'aimerais aborder, c'est l'importance du contexte dans l'analyse qui peut être faite des propos tenus lors d'un entretien d'histoire orale. Ces témoignages ne sont pas des productions spontanées, ils résultent d'un dialogue, ce qui signifie que les questions posées influencent profondément le déroulement de l'échange. On peut en dire autant du lieu dans lequel se passe l'entretien. Tim Strangleman a pu accéder aux ateliers alors que la brasserie vivait ses derniers mois, et ce fut là-bas qu'il réalisa ses entretiens avec les ouvriers encore en poste. Il est excessivement rare de voir un employeur ouvrir les portes aussi grandes, dans la mesure où ce n'est guère valorisant pour une entreprise en passe de licencier. J'aurais donc aimé savoir ce qui avait poussé Guinness à le faire. Quels avantages y avait-elle trouvés ? Des conditions avaient-elles été posées ? Il y a bien des manières pour un employeur d'influencer un entretien. Par ailleurs, ces ouvriers n'étaient qu'à quelques mois de leur dernière journée de travail : comment T. Strangleman s'y est-il pris pour ne pas être associé à la direction ? Les enjeux autour des modalités d'accès et du financement ne sont pas traités dans le livre.

Pas grand-chose non plus sur la manière dont le moment choisi pour ces entretiens (après l'annonce de la fermeture, mais avant que celle-ci ne soit effective) et le fait qu'ils aient été réalisés dans les locaux ont pu influencer les discours et déterminer qui participait à l'enquête. On dit souvent que l'histoire orale est l'étude de la relation entre le passé et le présent, si bien que les entretiens nous en apprennent autant sur l'un que sur l'autre. Ici, pourtant, T. Strangleman ne nous fournit que très peu d'informations sur le présent des entretiens, sinon qu'ils furent « recueillis dans une période de turbulence », où de nombreux enquêtés s'inquiétaient de leur avenir incertain. C'est seulement dans un passage au sujet de repas pris en commun qu'il nous donne un aperçu des rapports qu'il entretenait avec les ouvriers :

Il m'est arrivé à plusieurs reprises de déjeuner avec un petit cercle d'ouvriers dans la cantine désormais quasi déserte ; la salle était alors ridiculement grande pour le personnel résiduel encore employé sur le site. Quand je les écoutais parler de leur vie à l'atelier, j'avais littéralement l'impression d'assister à une sorte de thérapie de groupe ; c'était autant pour eux que pour moi qu'ils reprenaient ces vieilles histoires sur la brasserie et sur ceux qui y avaient travaillé. Les unes après les autres, ces anecdotes repeuplaient les lieux de collègues, d'amis et de relations – tout un décor avec ses personnages.

Devant ces échanges informels, T. Strangleman se prend à penser que ces ouvriers « essayaient de comprendre ce qui était en train de leur arriver et, plus profondément, le sens qu'avait eu leur vie professionnelle ». J'aurais beaucoup aimé en apprendre davantage sur ces efforts pour analyser dans le temps présent ce qui était en train de se produire ; c'était là une occasion unique de décrire le moment de bascule.

Aujourd'hui, les spécialistes d'histoire orale sont plus que jamais attentifs au contexte politique des entretiens. Et, si je comprends le désir de calibrer le livre de manière à ce qu'il puisse rencontrer un large lectorat, ce qui est manifestement le

projet ici (projet qui n'a rien d'irréaliste étant donné la popularité de tout ce qui touche à Guinness), ce défaut de transparence méthodologique est préjudiciable. Nous ne savons pas grand-chose de la façon dont les entretiens ont été organisés, de l'endroit de la brasserie où ils furent réalisés, du mode de recrutement des sujets ou même de la manière dont ils réagirent à l'invitation de participer à l'enquête. Or, ce ne sont pas là de simples questions techniques ; elles sont profondément politiques quand on intervient dans un cadre aussi politisé qu'un site industriel sur le point de fermer²⁴. Le moment compte aussi en matière d'histoire orale. Pour mon livre sur la fin d'une papeterie dans ma région d'origine, j'avais commencé mes entretiens peu après la fermeture de l'usine et je les ai poursuivis pendant que les tentatives de sauvetage tournaient court, que les bâtiments étaient démolis et que commençaient des lendemains incertains²⁵. Autant dire que l'émoi était grand chez toutes les personnes concernées, et mes entretiens gardent autant la trace des bouleversements d'alors que du passé. C'est comme si la date de ces entretiens était inscrite en eux.

Lorsque j'ai lu *Voices of Guinness*, j'ai été frappé de la tonalité très différente de ces voix d'ouvriers par rapport à ceux que j'avais interrogés en Amérique du Nord. On n'y entendait rien de la colère à l'état brut ni du sentiment de trahison que j'avais moi-même rencontrés. Au contraire, il se dégage de ces entretiens « une impression générale de fatalisme et d'acceptation de la fermeture », et T. Strangleman va jusqu'à faire le constat d'« une profonde et passive acceptation ». En guise d'explication, il pointe les années de rationalisation de la gestion de l'entreprise qui auraient eu raison des ouvriers. L'argument est convaincant, mais est-il suffisant ? Bien des fermetures que j'ai étudiées avaient été précédées d'une lente agonie, mais la colère était encore là. Ces ouvriers se sont-ils sentis libres d'exprimer leurs sentiments personnels au cours d'entretiens conduits sur leur lieu de travail ? Les entrevues se déroulaient-elles dans une pièce isolée ou dans l'immense cantine ? Mes entretiens avec des ouvriers de la papeterie qui venaient de perdre leur emploi n'étaient pas menés dans l'enceinte de l'entreprise. Même ainsi, beaucoup d'entre eux me mirent au défi de leur dire si j'avais un lien quelconque avec elle. Plus d'un voulut savoir si j'en avais reçu de l'argent. L'un d'eux alla jusqu'à jeter un coup d'œil au papier de mon imprimante de bureau pour vérifier qu'il n'était pas à l'en-tête de la société. Un bon nombre refusa carrément d'être interrogé : le sujet était encore trop sensible. L'impression donnée par ces entretiens n'avait guère à voir avec de la passivité. Pourquoi ceux de la brasserie Guinness furent-ils si différents ?

L'histoire orale joue aussi un rôle central dans *Closing Sysco*, mais la chronologie de l'enquête fut autre, puisque Lachlan MacKinnon l'entreprit des années après la fermeture de l'usine. Les différences ne s'arrêtent pas là. Tandis que T. Strangleman réalisa ses propres entretiens, L. MacKinnon put exploiter cent soixante-trois entretiens menés en 1990, alors que l'usine était encore en activité, mais aussi trente-deux autres qu'il réalisa lui-même. Non seulement ces deux séries nous offrent des points de vue temporels très différents sur l'histoire de l'usine, mais elles donnent

24. Bien que l'article suivant s'intéresse essentiellement aux sociétés post-conflit, il me paraît fécond d'envisager les fermetures d'usine comme une forme de violence structurelle : E. Jessee, « The Limits of Oral History. Ethics and Methodology Amid Highly Politicized Research Settings », *The Oral History Review*, vol. 38, n° 2, 2011, p. 287-307.

25. S. High, *One Job Town. Work, Belonging and Betrayal in Northern Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 2017.

la parole à deux générations d'ouvriers. Lachlan MacKinnon élargit aussi la focale pour inclure des entretiens avec des habitants de la ville, telles ces femmes qui firent campagne pour obtenir justice à la suite des atteintes à l'environnement : des déchets toxiques s'étaient infiltrés dans les sous-sols de leur quartier ouvrier à proximité de l'ancienne usine et une relation put être établie avec une augmentation des maladies. On sort donc du livre avec une idée précise de la place occupée par l'usine au sein de la collectivité, dimension absente de l'ouvrage de T. Strangleman. Lachlan MacKinnon interroge aussi l'ancien Premier ministre de la province, celui-là même qui signa l'arrêt de mort de l'aciérie. Il est intéressant de voir combien le fait de rencontrer quelqu'un peut parfois subtilement modifier l'image qu'on en avait. « Les graines de ce projet avaient germé sous l'effet de la colère que j'éprouvais devant ce que je percevais comme une injustice commise à l'encontre des habitants de ma ville, écrit L. MacKinnon. L'usine n'avait pas tout simplement fermé ; elle avait été fermée – par la province. » Et pourtant, bien que sa colère « ne se soit pas dissipée », L. MacKinnon décide de ne pas désigner de « coupables », mais au contraire de proposer « une analyse du vécu ouvrier beaucoup plus nuancée » qu'il ne l'envisageait au départ.

Dans un passage qui rappelle l'étude désormais classique d'Alessandro Portelli sur Luigi Trastulli²⁶ (tué par la police au cours d'une manifestation anti-OTAN à Terni, en Italie, mais resté à tort dans les mémoires pour être tombé en martyr des années plus tard, lors de protestations contre des licenciements, parce que ce combat-là gardait toute son actualité), L. MacKinnon réalise que les anciens ouvriers de l'aciérie et les habitants de la ville se trompent dans le souvenir qu'ils ont gardé de la *Parade of Concern*, une grande manifestation qui, le 19 novembre 1967, vit des milliers de personnes défiler pour sauver leur usine. Ce moment est devenu mythique dans l'histoire de la province et on lui attribue généralement le mérite d'avoir convaincu les autorités de procéder à une nationalisation. Pourtant L. MacKinnon, ayant découvert une autre histoire dans les archives, ne craint pas de remettre en cause ce souvenir chéri par la population. Comme il l'explique, « l'amalgame dans les témoignages entre le Vendredi noir²⁷ et la *Parade of Concern* est révélateur des processus à l'œuvre dans la recomposition des souvenirs ; il donne le sentiment agréable et valorisant qu'une action militante venue de la population locale a obtenu gain de cause. Il permet aux habitants de Cape Breton d'avoir à eux seuls sauvé leur aciérie ». Son ouvrage donne aussi à voir les querelles qui agitent la vie politique locale autour de la santé des ouvriers, de la pollution de l'environnement ou du travail de commémoration, dépassant ainsi la dichotomie « capital contre local » qui informe une grande partie des travaux sur la désindustrialisation aux États-Unis.

Un des défis auxquels nous sommes confrontés, en tant que chercheurs qui pratiquons l'enquête qualitative, c'est la difficulté d'écrire l'histoire orale de manière efficace. Nous savons que la transcription des témoignages demande de passer de l'oral à l'écrit et que, dans ce passage, beaucoup se perd. Intégrer des récits oraux dans les travaux historiques est également une gageure. Trop souvent, les entretiens

26. A. Portelli, *The Death of Luigi Trastulli and Other Stories. Form and Meaning in Oral History*, Albany, State University of New York, 1991.

27. Jour de l'annonce de la fermeture de l'usine, le 13 octobre 1967 (NDT).

qualitatifs sont utilisés, soit comme ingrédient pour ajouter un peu de piment émotionnel à l'analyse, soit sous la forme de données agrégées. Or, les spécialistes de l'histoire orale sont convaincus que les récits de vie ont une valeur qui dépasse leur valeur étroitement informative et qu'il y a beaucoup à apprendre de ces histoires partagées, et même du langage employé. Nous croyons donc important de faire entendre le souffle de nos entretiens dans nos écrits. Ceci implique généralement d'inclure davantage de longs verbatim qu'on ne le fait d'habitude, pour ensuite en élucider le sens et la portée. Toutefois, si les extraits sont trop longs ou enchaînés sans interprétation, ils peuvent rapidement perdre de leur efficacité et briser l'élan narratif du livre.

Par bonheur, T. Strangleman et L. MacKinnon font un travail admirable de ce point de vue comme de bien d'autres, mêlant judicieusement histoire orale et sources archivistiques. Tim Strangleman va un cran plus loin et analyse avec soin les documents photographiques, allant jusqu'à s'associer à un photographe afin de conserver une trace visuelle des derniers jours de la brasserie. Vers la fin de l'ouvrage, le lecteur a l'impression de commencer à connaître les individus qui se cachent derrière les extraits. Ils portent aussi leurs vrais noms, ce qui reste inhabituel dans certaines disciplines où l'on préfère dissimuler les identités. J'ai toujours pensé qu'il y avait un impératif moral à laisser les gens décider eux-mêmes s'ils veulent ou non être nommés. Il est également important que ces entretiens soient désormais archivés, car cela signifie que T. Strangleman et L. MacKinnon ne sont pas les seuls et uniques interprètes de ces histoires. Ces témoignages continueront à respirer et à enrichir nos connaissances sur le passé industriel.

Steven HIGH
(traduit de l'anglais par Cécile Deniard)